

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 16 DÉCEMBRE
N° 328 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

EN P. 9 LA SUITE
DE NOTRE ENQUÊTE

Une télévision
à l'américaine

REFERENDUM ESPAGNOL

- Les grandes villes quadrillées
- Abstention importante et violences policières au Pays Basque



Hier matin, jour du référendum qui devrait permettre, selon Suarez, à l'Espagne d'évoluer vers «une démocratie véritable», les bureaux de vote étaient encerclés par les forces de police. Répandus pendant la nuit dans toutes les villes d'Espagne, les flics portaient la tenue de combat. La veille au soir, dans une allocution télévisée où il appelait à voter oui, le premier ministre avait stigmatisé le «terrorisme révolutionnaire», alors que ses policiers avaient violemment réprimé, le jour même, une manifestation pour l'abstention.

Les vingt-deux millions d'électeurs inscrits pour participer à ce premier scrutin au suffrage universel depuis quarante ans, soit depuis l'instauration du franquisme, devaient répondre à la question : «Approuvez-vous le projet de loi de réforme politique ?». Mais nombre de partis restent interdits, et les arrestations de militants syndicaux ou de militants révolutionnaires se sont multipliées dans les dernières semaines. En conséquence, l'ensemble de l'opposition de gauche, mais aussi l'ensemble des organisations révolutionnaires, ont fait campagne pour l'abstention.

Des permissions exceptionnelles ont été délivrées par les entreprises pour participer au vote, et dès avant l'ouverture, fixée à neuf heures, de longues files se pressaient à l'entrée des bureaux dans les rues des grandes villes. Toutefois, dans les quartiers ouvriers de Barcelone, de nombreux bureaux de vote sont restés vides. Dans le centre de Madrid, des manifestants ont été très violemment dispersés par la police.

Au Pays Basque, la campagne pour l'abstention a été très large, malgré l'état d'urgence. Hier matin, les bureaux de vote ont été ouverts en retard : il n'y avait pas de scrutateurs pour superviser les opérations électorales. A midi, on comptait officiellement 20 % de votants seulement. Des manifestations étaient convoquées dans tout le Pays Basque à huit heures du soir. A Pampelune notamment, il n'a pas été possible de se rassembler : dès la fermeture des bureaux de vote, les corps spéciaux de la police armée qui quadrillaient la ville, se sont déchainés sur la population, frappant indistinctement tous les passants.

L'opposition massive du peuple basque signifie que pour lui, la réforme Suarez est dans la droite ligne de l'oppression nationale exercée par le franquisme depuis quarante ans.

RÉUNION DE L'OPEP AU QATAR

NON, L'OPEP NE PROVOQUE PAS LA CRISE

Réunis à Qatar, pays du golfe arabo-persique, les ministres du pétrole des pays producteurs parlaient hier de la question du prix de cette source d'énergie. Si une chose peut étonner, c'est bien la patience et la modération dont ces pays ont fait preuve au cours des derniers mois. En effet, depuis octobre 75, aucune hausse n'est intervenue sur ce produit. Or, dans la même période, l'inflation galopante de la plupart des pays impérialistes occidentaux renchérisait sans cesse les prix des biens achetés par le Tiers-Monde. Les manipulations liées à la crise du système monétaire entraînaient des pertes sèches considérables sur les revenus des pays producteurs de matières premières. Plusieurs des pays producteurs se trouvaient ainsi en situation de devoir à nouveau s'endetter pour remplir les programmes de développement indépendants qui sont les leurs.

Aujourd'hui, voici cependant que les gouvernements et la presse occidentale, faisant chorus, accusent les pays de l'OPEP

de préparer une aggravation de la crise économique mondiale. Les victimes, au moment où elles décident d'exiger un petit dédommagement, sont ainsi accusées de vouloir ruiner leurs voleurs.

L'opération est double. Elle constitue, de la part notamment de notre impérialisme, une tentative de pression concertée avec les Etats-Unis et les compagnies pétrolières sur le Tiers-Monde, qu'on veut mettre à genoux. En politique intérieure, il s'agit une fois de plus de rejeter sur le Tiers-Monde la responsabilité de la crise qui est interne au système capitaliste, de détourner l'attention de la classe ouvrière, de tenter de ressusciter des réflexes racistes à l'égard de nos camarades immigrés.

Depuis plusieurs années, ces tentatives se sont répétées à plusieurs reprises. Aussi bien sur la scène internationale qu'en France, elles ont toutes abouti à l'échec. La manœuvre en cours subira le même sort.

J.L.

EDF GDF

LA CFDT POUR LA CONTI- NUATION DE LA LUTTE

La grève de 48 h d'EDF-GDF s'est poursuivie mercredi, avec succès. A Lyon, Caen, Paris Ile-de-France, les grévistes ont dépassé les 80 %. Au centre d'Ile-de-France Ouest (dont les travailleurs avaient été lors de la manifestation de mardi parmi les plus mobilisés) la participation a été très forte et militante, ainsi qu'à l'Ile-de-France Sud où le Bureau Central de Conduite a été occupé. Les gares (Nord, St Lazare...) et les stations de radios et télévision ont été arrosées de tracts de popularisation. Des délégués aux Conseils Généraux des départements, ont eu lieu. Le métro et les centres industriels ont été affectés de coupures d'environ 2 h minimum (quelques coupures «sauvages» s'y sont ajoutées parfois). Aujourd'hui, le travail doit normalement reprendre selon l'intersyndicale qui renvoie l'action en janvier désormais.

Suite P. 5

EN LEUR ABSENCE

Le procureur de Lyon requiert de la prison ferme contre les militants corses

Le 7 septembre 76, à la suite de l'arrestation de Jacques Fieschi, une importante manifestation se déroulait à Ajaccio pour exiger sa libération. L'aéroport est bloqué par les manifestants, Ajaccio et ses environs sont littéralement bouclés par la police. Au cours de la manifestation, un commando du FLNC fait exploser plusieurs appareils au sol. Quatre vingts patriotes sont arrêtés dans la nuit, la plupart au retour de l'aéroport. Douze d'entre eux sont jugés en flagrant délit. Vingt deux autres sont inculpés d'après la loi anti-

casseurs, et transférés à Lyon. Là, ils entament une grève de la faim, alors que dans l'île et sur le continent, un important mouvement de soutien se développe. Transférés de force à l'hôpital, ils décident d'aggraver leur grève, en refusant de prendre toute boisson. Le 9 novembre, une journée de mort paralysait toute la Corse. Le 13 novembre, tous les détenus corses étaient libérés. Ils sont triomphalement accueillis à Ajaccio. Et hier, ils étaient sensés passer devant le tribunal, à Lyon.

Suite p. 6

CAISSES D'ÉPARGNE LA LUTTE RENFORCÉE

Le médiateur donne raison aux Écureuils

Maitre Bouaziz, avocat des «Écureuils», a présenté le rapport de M. Jean Marx «docteur en droit, commis en qualité de consultant par ordonnance des référés», sur la grève des Caisses d'Épargne.

Pour Jean Marx : «...Connaissance prise de l'alinéa 4 de l'article 69 du statut du Personnel des Caisses d'Épargne... il est manifeste et ne souffre pas de la discussion que la thèse des grévistes est fondée», contrairement au point de vue du gouvernement, puisque «M. Fourcade, comme M. Durafour, dans sa déclaration à l'Assemblée nationale, a manifestement été insuffisamment renseigné», c'est-à-dire que, d'après l'accord, la prime de fin d'année, avantage acquis du quatorzième mois est due.

Suite P. 4

CONSTRUCTION NAVALE EN CRISE CONTRE LES LES OUVRIERS DES CHANTIERS

Voir p. 3

DOSSIER

Réunion des pays de l'OPEP à Qatar

NON, L'OPEP NE PROVOQUE PAS LA CRISE !

Le léger relèvement du prix du pétrole brut, qui est loin de combler la baisse du pouvoir d'achat intervenu depuis fin 1973 par suite de la baisse du dollar et de l'inflation mondiale, va servir, dans les semaines qui viennent de matière à une nouvelle campagne contre «les rois du pétrole». Nous

aurons droit à tous les thèmes que la presse et la radio de la bourgeoisie nous ont servi en 1973-74 lorsque les pays de l'OPEP ont remis en cause la domination des grandes compagnies pétrolières et des impérialismes qui le soutenaient.

● Les économies d'énergie

Déjà depuis un mois ce mot d'ordre a été ressorti des dossiers de propagande de la bourgeoisie. C'est d'Ornano effectuant des contrôles sur la température dans les bâtiments. C'est le projet de facturer le chauffage de chacun par des compteurs individuels. C'est l'appel assorti à modérer la vitesse sur les routes, appels assortis d'une répression accrue des excès de vitesse.

Cette orientation de la politique énergétique a plusieurs aspects. Le premier, le plus évident, est son caractère politique. Toute cette propagande vise en effet à affirmer que les difficultés que peuvent ressentir les masses ne sont pas dues à la crise de notre propre société mais à l'action malfaisante de «l'étranger», ici les pays arabes. On s'achemine, dans les jours qui viennent, vers une nouvelle campagne d'intoxication de ce type.

En second lieu ces appels à l'économie d'énergie ont un impact économique indirect : ils permettent de développer la production des équipements nécessaires à l'isolation thermique. On a constaté par exemple un fort développement de vitrage isolant et de fibres isolantes depuis 1974. Et les fabricants de compteurs sont de chauds partisans du contrôle des dépenses calorifiques dans chaque appartement.

Mais sur le plan économique l'objectif le plus important est de limiter effectivement l'importation de produits pétroliers. Il s'agit évidemment d'alléger le plus possible le déficit de la balance commerciale française qui est de plus en plus en mauvais état. Mais en cherchant à limiter la consommation de pétrole - ce qui a l'avantage pour les pays producteurs de ménager leurs réserves - la bourgeoisie française aimerait bien également faire pression sur les prix en créant une situation de surproduction chez les pays de l'OPEP. C'est bien le sens de l'appel, lancé par Giscard à la Haye, aux pays européens de fixer le montant total des dépenses pétrolières de chaque pays.

C'est ce qu'a fait Barre dans son plan, puisqu'en principe les importations de pétrole en France ne devraient pas dépasser 55 milliards de francs en 1977, quelque soient les variations du prix du brut.

Bien sûr les économies d'énergie ne sauraient suffire à faire baisser la consommation pétrolière. C'est pourquoi le gouvernement reste très attaché à la réalisation du programme de centrales nucléaires destinées à remplacer de plus en plus la production d'énergie électrique à partir du fuel.

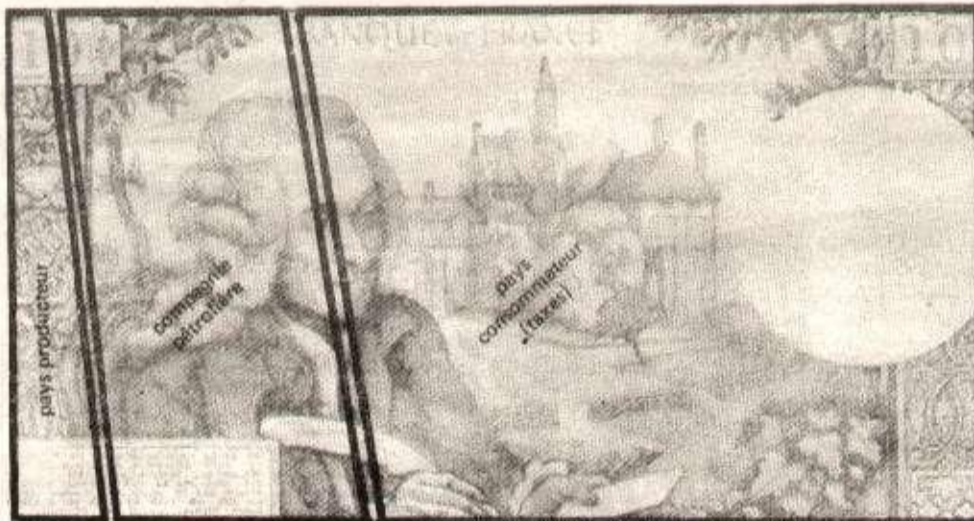
● L'inflation

Autre domaine, et non des moindres, dans lequel la question du pétrole sert de paravent pour cacher aux travailleurs la réalité de la crise. Au moment où le plan Barre «de lutte contre l'inflation» prend l'eau de toute part, le gouvernement ne manquera pas d'imputer à la «facture pétrolière» la responsabilité de la poursuite de l'inflation. Déjà, après la hausse de l'essence du 1^{er} novembre, Barre a eu le culot de dire que le mauvais indice de novembre est dû à cette hausse. Jusqu'aux dernières nouvelles il n'y avait pourtant pas beaucoup de pétrole dans les

produits alimentaires, qui continuent à augmenter ! En janvier nous allons sans doute avoir droit au même discours.

Il est vrai que l'industrie (et l'agriculture) consomme du pétrole. Mais, après les hausses de fin 1973, le très officiel Institut National de Statistiques avait prouvé que l'incidence moyenne de la hausse du pétrole sur les prix des produits industriels était de... 2 % !

Après la hausse actuelle cette incidence devrait être de 0,05 à 0,1 %. On est donc loin des 1 % mensuel de la hausse des prix.



● Le commerce extérieur

Depuis 6 mois le commerce extérieur de la France ne cesse de se dégrader. C'est le signe de sa faiblesse dans la compétition entre les différents impérialismes. Pourtant la bourgeoisie française va s'employer à nous prouver que si le commerce extérieur va mal c'est à cause du pétrole. Plutôt que de parler en pourcentage, elle met en avant des chiffres absolus : la facture à payer est de tant de milliards. Ce sont des chiffres qui n'évoquent pas grand-chose pour les masses si ce n'est que - au regard d'une paye de Giscard -

ce sont des sommes énormes. Cette volonté de frapper l'opinion parviendra-t-elle à cacher la véritable origine du déficit extérieur : la crise de la société française ? - Car la RFA n'est-elle pas également touchée par les hausses du pétrole ? Pourtant son commerce extérieur se porte bien !

- Car depuis le gel du prix du pétrole, c'est-à-dire depuis la baisse du prix de cette énergie par rapport aux prix des produits exportés par la France, la balance commerciale n'a-t-elle pas

penché de plus en plus de côté du déficit !

Rendre le pétrole responsable de ce déficit n'est donc qu'une énorme escroquerie.

- Michel d'Ornano : «L'effort des citoyens se relâche actuellement, et ils doivent avoir le sens civique pour ne pas compromettre le plan de redressement de notre économie, auquel est sous-tendu l'emploi».

LE SUPER A 1,55 F, SI...



Le super est aujourd'hui à 2,25 F le litre alors qu'en septembre 73 son prix était de 1,25 F. Cela représente une augmentation de 80 % en 3 ans ! Et ce n'est pas fini ; le gouvernement prévoit de majorer les prix au début de 1977, après la levée du gel des prix... On parle de 2,40 F à 2,50 F. Cela conduira l'augmentation à 100 % par rapport à la fin de 1973 !

Le gouvernement développe une explication qui a l'air pleine de bon sens : les prix de base du pétrole brut sont passés de 3 dollars le baril (environ 160 litres) à 11 dollars le baril de janvier 73 à maintenant. Cela représente une augmentation de près de 300 %. En somme, nous devrions remercier la générosité de Giscard et des pétroliers de n'avoir pas augmenté à 5 F le prix du super ! Mais cette explication est complètement fautive. Pour une simple raison : la part du prix du pétrole brut dans le prix final de l'essence est extrêmement faible. Elle était de 5 % en 1973 et n'atteint pas encore 10 % actuellement. Et le reste ?

Le reste c'est l'argent qu'empochent les compagnies pétrolières et les taxes perçues par l'Etat. Au total c'est près de 2 F que nous payons sur chaque litre de super aux compagnies et à l'Etat.

Nous devrions payer le super 1,55 F le litre si seules les hausses du prix du brut avaient été répercutées depuis 73.

En fait les recettes de l'Etat et des compagnies ont augmenté de plus de 60 % depuis 73 et cela représente une hausse de plus de 70 centimes par litre.

Ainsi, alors que les pays producteurs de pétrole ne font que lutter pour sauvegarder leurs richesses nationales et les vendre à un juste prix, alors qu'ils ne font que riposter aux tentatives des impérialistes de pillage, les compagnies pétrolières et l'Etat s'enrichissent sur notre dos et tentent de nous faire croire que «c'est la faute aux arabes».

A l'ordre du jour du conseil des ministres

La Construction Navale en crise contre les ouvriers des chantiers

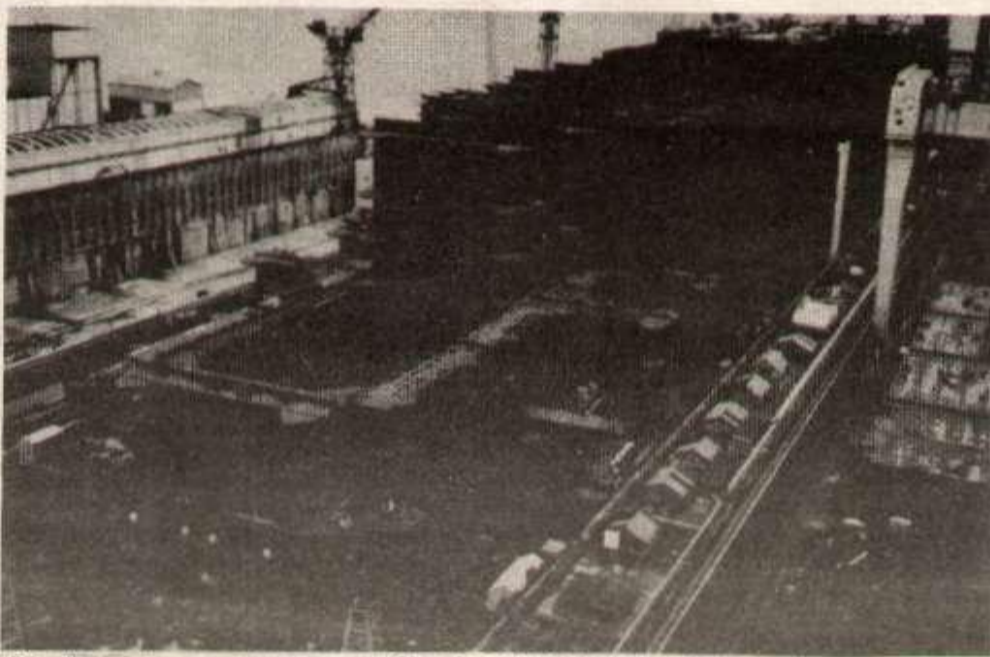
Le secrétaire d'État aux transports, M. Cavallé, présentait hier un rapport au Conseil des Ministres, à l'hôtel Marigny, sur la Construction Navale (en même temps que sur la Marine Marchande). Alors que les Chantiers Navals de La Ciotat puis SNEF-Electric-Flux (Marseille) et maintenant les Chantiers de l'Atlantique à St-Nazaire, sont entrés successivement en lutte et que les Ateliers Français de l'Ouest sont également frappés par une sévère

restructuration... Cavallé aurait à dire ! Mais les travailleurs des constructions et réparations navales n'ont rien à attendre de bon de ce Conseil : consacré essentiellement à la concurrence Japon-CEE (marché commun) dans le secteur, il risque au contraire d'amener son lot de restructurations nouvelles ou d'accélération de celles en cours. La concurrence inter-impérialiste dans la construction navale pèse de tout son poids contre l'emploi.

Aujourd'hui s'ouvre la discussion dans les Comités d'Établissement de Brest et St-Nazaire du groupe A.F.O. (Ateliers Français de l'Ouest) sur le plan de restructuration poposé par le PDG Etchegaray. Contre la promesse de maintenir en 78 le niveau d'emploi actuel (15 000 travailleurs sur les deux chantiers) avec un appui de trésorerie de la S.D.R. Bretagne et la Sodero (organismes financiers mixtes) et de l'État, la direction des A.F.O. entend obtenir des syndicats la signature d'un accord prévoyant la mise en chômage pendant plusieurs mois (double de stage Formation) de trois cents ouvriers et «certaines mesures de blocage des salaires» non encore précisées... La CGT et la CFDT des A.F.O. dénoncent ce chantage à l'emploi : «On veut nous faire acheter notre emploi avec des pressions sur les salaires et les avantages acquis !»

Cette nouvelle phase de la restructuration d'ensemble de la branche intervient alors même que les métallos de St-Nazaire s'affrontent à Ambroise Roux et aux Chantiers de l'Atlantique, récemment passés dans le groupe C.G.E.-Alsthom, sur la question du maintien des avantages acquis, spécialement salariaux. Le patronat de la construction navale fait feu de tout bois, comme on voit, pour faire supporter aux travailleurs ses plans de crise, ses manœuvres en cours pour tenir tête (autant que faire se peut) aux «gagneurs» japonais, qui entendent truster les marchés.

Le projet de quotidien de Perdriel, directeur du *Nouvel Observateur*, semble se préciser : le capital de départ de la société éditrice serait de deux millions, apporté par l'hebdomadaire, plus les sommes souscrites par appel public, s'élevant actuellement à 1,5 million. Naturellement, il ne s'agit que du capital officiel de la société de presse. Quant à l'argent nécessaire pour lancer un grand journal, c'est de tout autres sommes qui sont certainement en jeu.



Pétrolier géant en construction aux Chantiers Navals de l'Atlantique

FACE A LA CRISE DE LA CONSTRUCTION NAVALE

Hier encore, dans les milieux patronaux, des menaces dont le «Figaro» se faisait l'écho planaient de manière particulièrement inquiétantes : dans le conflit actuel de l'Alsthom - Chantiers de l'Atlantique, comme dans les tractations dans la branche, et à l'échelle de la CEE (Marché Commun), c'est «la question de la survie des Chantiers Navals de St Nazaire et des autres, qui est aujourd'hui posée». Autant de profonds motifs d'inquiétude et de colère pour les camarades des Chantiers de l'Atlantique, des AFO, de Dubigeon... Défrêrés les attaques contre les salaires, le chômage partiel et les mutations qui affectent les différents chantiers, c'est la liquidation pour toute une partie de la branche d'industrie qui se profile!

Le P«C»F, et ceux qui le suivent dans la CGT, enfourchent le cheval de bataille de la bourgeoisie : chacun en effet, du patronat des Chantiers à l'«Humanité», en passant par Marcel Cavallé, s'en prend à l'agressivité de la concurrence japonaise et commence à caresser les mirages du protectionnisme. Il est vrai que le Japon a jusque-là rafflé 73% des commandes passées dans le monde d'août à octobre dernier (dont 90% des navires de transport en vrac).

Le patronat de la Construction Navale s'affole devant la chute de ses marges, la perte des marchés : «Même sans dumping (sans casser les prix), les Japonais sont plus compétitifs que nous d'environ 20%» se plaint ainsi le directeur des Constructions Nouvelles des Chantiers de St Nazaire et presque dans les mêmes termes le président d'Alsthom-Atlantique. Bonne occasion pour eux d'exiger une aide gouvernementale, une prise en charge notamment de l'augmen-

tation des coûts de revient due à l'inflation. Les armateurs voudraient bien profiter eux-aussi de l'occasion pour faire payer d'éventuels «achats français» (que suggère d'ailleurs l'«Humanité»). Mais pour les travailleurs des Chantiers, il n'y a là aucune garantie d'emploi, rien qui protège leurs acquis. Pour eux, la garantie c'est dans l'unité et le développement des initiatives de tous les ouvriers des Chantiers autour de ceux d'Alsthom Atlantique en lutte!

S.R.

Chirac aux députés RPR :

éviter les provocations

Devant le groupe parlementaire du RPR, Chirac est revenu hier sur la tactique prudente qu'il convient selon lui d'adopter pour la période. Reprenant pour l'essentiel ses propos de la porte de Versailles, le 5 décembre, il a répété que le RPR est «tout entier dans la majorité parlementaire». Sous couvert de placer l'action de son mouvement à un autre niveau que celle de Giscard «le président de la république a la charge su-

prême ; il a la responsabilité de la république et des institutions», il a discrètement contesté son rôle dans la direction des affaires courantes : «Notre responsabilité, c'est l'action politique quotidienne».

Mais c'est à propos des élections que les contradictions, que le RPR cherche provisoirement à limiter, ont à nouveau été confirmées : «Le rassemblement est tout à fait favorable à l'ensemble

DÉCHAINEMENT CONTRE LE TIERS-MONDE DANS LA PRESSE

La réunion des ministres des pays producteurs de pétrole à Qatar est l'occasion d'un déchaînement dans la presse réactionnaire. «L'Aurore», qui n'a pas oublié sa haine anti-arabe du temps de l'OAS, emporte de loin la palme : sur la «côte des pirates, treize ministres plus ou moins enturbannés... délibèrent sur la façon la plus efficace de tirer des consommateurs exsangues un surplus d'argent», «ils vont se montrer... pour ainsi dire intelligents». Et d'évoquer «leurs experts?», de faire surgir le spectre du «démoralisant système des tickets de rationnement», en accusant ces «rois fainéants» de vouloir nous ramener aux «années grises et noires, qui rappelleront celles de l'occupation». Racisme puant, basse démagogie, création de réflexes de peur : rien ne manque au quotidien d'extrême-droite.

Dans le «Figaro», avec plus de nuances, Alain Vernay n'en fait pas moins porter, contre toute vrais-

semblance, la responsabilité de tous les maux de l'économie mondiale aux pays producteurs de pétrole : «Dix pour cent d'augmentation du brut, cela représente une décélération de la croissance pour la Communauté européenne de 5% à 3,5%». Et il prétend que «les pays du Tiers-Monde auraient le plus à en souffrir». Un autre article du même «Figaro» prétend que «pour la France, une forte hausse serait catastrophique». Une indication intéressante est cependant donnée : «Le gouvernement a, semble-t-il, également l'intention de profiter de l'occasion pour donner un coup de pouce supplémentaire aux prix pour satisfaire les revendications des compagnies pétrolières... Ce qui pourrait mettre... le litre de super à 2,40 F, plus une hausse de l'ordre de 20% sur le mazout». Quand on sait que, de l'avis général, les pays producteurs n'augmentent pas leurs prix de plus de 10%, il est facile de faire la différence!

ILS PRÉPARENT LES MUNICIPALES

C'est samedi et dimanche prochain que le parti socialiste doit tenir une convention nationale pour se prononcer sur la préparation des élections municipales de mars prochain. En

attendant, un certain nombre de nouvelles arrivent sur l'état local de la préparation des listes de l'union de la gauche.

Dans le Nord, en particulier, le PS se présente toujours avec autant d'exigences. Pour les villes de plus de trente mille habitants, si un accord s'est réalisé à Calais, le parti de Mitterrand tient toujours à se tailler la part du lion à Lens, Liévin et Boulogne. Il continue à exiger la tête de liste dans les villes où, bien que le PCF ait plus de voix que lui aux élections, il détenait jusqu'ici la mairie grâce à des alliances avec les vieux partis de droite. Il envisage le cas où une municipalité d'union de la gauche pourrait même être supplantée par une liste socialiste homogène.

A ce prix, Mauroy, toujours «unitaire», se déclare prêt à exclure de son parti ceux qui ne réaliseraient pas une liste d'union de la gauche au deuxième tour. Et Mauroy de conclure : «Ce qui fait que la gauche marche au pouvoir, c'est que le PS en est la première force».

LUTTES OUVRIÈRES

CAISSES
D'ÉPARGNE

Suite de la une

J. Marx rapporte également : « Il est évident que les grévistes, par l'intermédiaire des délégués du personnel, ne réclament que la juste reconnaissance de leurs droits ; si pour ce faire ils ont dû avoir recours à la grève, la responsabilité ne leur en incombe pas et il est légitime que les jours de grève qui leur ont été imposés, leur soient normalement payés ».

Les grévistes, que ce rapport ne peut que renforcer dans leur détermination, restent cependant mobilisés : ce

n'est pas le rapport définitif, le tribunal des référés doit statuer jeudi, et la direction, à propos du rapport de J. Marx, a laissé entendre qu'elle n'en tiendrait pas compte, déclarant : il s'agit d'une « simple mission d'observation » et donc seulement « d'une opinion émise par un simple particulier ». Il reste clair pour les « Ecureuils », qui continuent leur grève, que seule la lutte, leur détermination, peut faire obtenir un verdict de justice en leur faveur, et faire céder la direction.

A RENAULT

Débrayages
pour
les augmentations
de salaires

Mardi 14, avait lieu une rencontre entre la direction de la Régie Renault et les syndicats pour discuter des salaires. Le même jour, CGT, CFDT et FO, appelaient les travailleurs à débrayer. Ce sont plusieurs centaines d'ouvriers qui ont participé au meeting intersyndical devant les bureaux de la direction à Billancourt. Puis les travailleurs

sont repartis en manifestation pour reprendre leur poste de travail.

Suite à la réunion direction-syndicats, la Régie a augmenté les salaires de 2% à compter du 1^{er} décembre, ce qui fait depuis le début de l'année une augmentation de 10,5%. On est encore loin du compte !

LINCOLN (Gennevilliers)

Le 14^e jour
de grève

C'est depuis le 2 septembre que les ouvriers de Lincoln, à Gennevilliers, sont en grève. La direction a fait part de sa décision d'amputer les salaires des chauffeurs-livreurs de 300 F à compter du mois de novembre en disant qu'ils étaient trop payés par rapport au bénéfice de la boîte : la colère a éclaté. Depuis le 2, les travailleurs bloquent les portes avec les camions de livraison, empêchant ainsi toute entrée ou sortie de matériel (pièces de machines à laver). Les revendications portent sur cette question des salaires des chauffeurs, sur une augmentation générale pour les autres et sur la stabilité de l'emploi. En effet, des menaces de licenciements se précisent et déjà trois gars qui ont été licenciés viennent d'être remplacés aussi-

tôt par des intérimaires ! Le 9 décembre, la direction appelle un huissier qui fait un constat et prend une photo de quatre représentants de Lincoln empêchés de sortir par les travailleurs. Cette photo a permis à la direction de faire inculper six grévistes qui devaient mercredi matin passer au tribunal de Nanterre. Pour l'instant, la direction refuse toute négociation et pose comme préalable le retrait des camions devant l'entrée. Mais les travailleurs se souviennent de la grève de 1974 où les mêmes chantages étaient faits, et quand l'entrée a été libérée... il n'y a pas eu de négociations du tout et les gars ont du reprendre le travail. Alors les travailleurs continuent de monter la garde jour et nuit pour empêcher un coup de force de la direction.

CHANTIERS NAVALS DE ST NAZAIRE :

"PAS QUESTION
DE LAISSER PARTIR
LE BATEAU"

Reportage Richard Feillet

Des grues immenses montent dans le ciel, des portiques, des bateaux à quai, le tout noyé dans la brume du matin, tel est le décor immuable, unique, qui depuis deux siècles, caractérise St Nazaire, ville de cinq cent mille habitants.

Nous sommes devant les grilles principales des chantiers : les onze mille métallos des chantiers sont en grève. Mais les décors commencent à

« C'est le 9 décembre que tout a commencé : ce jour-là, les syndicats sont allés à Paris pour reconduire l'accord d'entreprise avec la direction générale comme chaque année ».

« C'est le 9 décembre que tout a craqué surtout », disait un travailleur. En effet, ce jour-là, la direction a toisé les syndicats et a donné sa réponse brutale : « Il n'y aura plus de discussions désormais, plus d'accords d'entreprise ». En clair, la direction générale a fait savoir qu'il n'était plus question de reconduire l'indexation des salaires de 2%, comme chaque année, ni d'ailleurs, ne serait-ce que de jeter des coups d'œil au cahier revendicatif élaboré à la mi-novembre.

« ON MESURE
AUJOURD'HUI
LES CONSEQUENCES
DU PLAN BARRE »

Bref, c'est le blocage et la baisse des salaires ! « Ce blocage est une nécessité », affirme la direction, « vu la nouvelle conjoncture nationale et internationale, la concurrence... » étant donné « le mauvais état du carnet de commandes ». En fait, les métallos ne sont pas dupes : « ça, c'est une raison secondaire ! En fait, la direction s'empresse d'appliquer les consignes du CNPF, c'est à dire, celles du plan Barre ; nous savons que le CNPF a écrit à tous les patrons ».

Les métallos nazairiens, il y a encore quelques mois, ne voyaient pas très bien « la signification concrète » du plan Barre. Aujourd'hui, on en voit toutes les conséquences.

DEFENDRE
LES AVANTAGES
ACQUIS PAR LA LUTTE

Les métallos des Chantiers Navals mesurent d'autant plus les conséquences qui découlent de ce plan lorsqu'ils constatent ce que contient leur accord d'entreprise : les avantages importants dont le 13^e mois, des qualifications élevées. Ces avantages sont d'autant plus importants quand on sait qu'ils ont été arrachés petit à petit au bout de luttes longues, dures, comme celle

de 72 (13^e mois), celle de 74 (110 F uniformes). Au prix du sang aussi, comme la lutte de 57, pour le respect de la convention collective, où les métallos durent affronter la violence des flics, qui firent un mort parmi les ouvriers.

« On n'oublie pas cette lutte », me rappelle un ouvrier, qui est au chantier depuis 1938, « A l'époque, la population, les femmes, y participèrent, les femmes se mirent devant les flics. Cette lutte nous la racontons aux jeunes : il y en a qui ne sont là que depuis trois ou quatre mois, et aujourd'hui, c'est vraiment leur première grande grève !. Ils sont déjà en train d'apprendre la tradition des luttes ». Certes, les avantages de l'accord salarial ne seront pas tous supprimés immédiatement. « Mais l'année prochaine ? » se demandent les ouvriers.

C'est là en quelque sorte le résultat des dizaines de luttes qui seraient remises en jeu. « La meilleure preuve que c'est le plan Barre, que la direction veut faire passer : cette intransigeance que nous n'avons jamais connue ».

Ce que les métallos entendent par là, ce n'est pas principalement le lock-out qu'a décidé la direction le 9 décembre, sous prétexte que « la sécurité des chantiers n'était pas assurée » suite aux débrayages qui se sont multipliés. C'est avant tout la menace d'expulsion de samedi dernier, qui est venue très vite et les multiples exigences d'évacuer le bateau puis le chantier (conditions posées pour les rouvrir !). C'est aussi l'exigence qu'un huissier puisse les visiter, et la demande faite aux syndicats de signer un papier comme quoi « ils s'engageraient à ne plus jamais entreprendre des actions avec occupation ».

QUELLE RIPOSTE
A L'INTRANSIGEANCE
DE LA DIRECTION ?

C'est la question qui se pose : comment faire face à cette intransigeance ?

En effet, l'intersyndicale a accepté d'évacuer

le « Bellamia ». A ce sujet, les idées sont partagées : « cela revient au même. On n'occupe plus, mais on garde les points stratégiques du bateau », disent certains. L'abandon de cette occupation a une conséquence immédiate : des travailleurs ne viennent pas au meeting et, en général, restent chez eux, jugeant que leur présence n'est plus nécessaire. Mais la garde du bateau est un moyen de pression important et est-il réellement pris en main ? Les manifestations se multiplient notamment en direction de la sous-préfecture pour demander l'ouverture des négociations. Elles mobilisent beaucoup de travailleurs qui sont là... mais, le piquet par contre est trop faible pour les circonstances, disent de nombreux ouvriers.

« cela revient au même. On n'occupe plus, mais on garde les points stratégiques du bateau », disent certains. L'abandon de cette occupation a une conséquence immédiate : des travailleurs ne viennent pas au meeting et, en général, restent chez eux, jugeant que leur présence n'est plus nécessaire. Mais la garde du bateau est un moyen de pression important et est-il réellement pris en main ? Les manifestations se multiplient notamment en direction de la sous-préfecture pour demander l'ouverture des négociations. Elles mobilisent beaucoup de travailleurs qui sont là... mais, le piquet par contre est trop faible pour les circonstances, disent de nombreux ouvriers.

Accepter les exigences de la direction c'est encourager la direction à les multiplier. Vouloir multiplier « les gages de bonne volonté » pour obliger la direction à négocier, c'est se fourvoyer dans une impasse. D'ailleurs, alors que soit-disant les discussions devaient s'ouvrir, hier à Paris, celles-ci n'ont pas eu lieu. Alors que la visite du chantier par un huissier doit précéder l'ouverture des discussions, personne n'est venu depuis mardi soir. Aujourd'hui, la direction exige de nouvelles conditions notamment l'évacuation du chantier.

Il est de plus en plus évident que se contenter de demander l'ouverture des négociations, sans prendre parallèlement les moyens de les faire aboutir, serait dangereux. Alors ? Alors, comme l'exigeait une forte proportion de travailleurs des Chantiers, réunis en AG ces dernières 24 heures : « il faut prendre en mains des actions plus dynamiques » ajoutant « il n'est pas question de quitter la terre-plein de Pehnoët » c'est à dire de supprimer la présence aux grilles, « pas question de laisser partir le bateau ».

Il est de plus en plus évident que se contenter de demander l'ouverture des négociations, sans prendre parallèlement les moyens de les faire aboutir, serait dangereux. Alors ? Alors, comme l'exigeait une forte proportion de travailleurs des Chantiers, réunis en AG ces dernières 24 heures : « il faut prendre en mains des actions plus dynamiques » ajoutant « il n'est pas question de quitter la terre-plein de Pehnoët » c'est à dire de supprimer la présence aux grilles, « pas question de laisser partir le bateau ».

CYCLES PEUGEOT : LA DIRECTION
VEUT DÉCAPITER LES
SECTIONS SYNDICALES

La direction des Cycles Peugeot, à Beaulieu-Mandeure, réprime : cinq délégués, CGT et CFDT, dont les secrétaires des deux sections syndicales, ont été convoqués mercredi matin au Palais de Justice de Montbéliard. On leur a notifié leur inculpation pour « séquestration arbitraire ». De plus, parmi les cinq, il y a au moins un licencié ! Cette répression est liée à la grève que les travailleurs des Cycles Peugeot ont menée au printemps de cette année. Cette grève avait eu un écho important sur toute la région. Cette usine de cinq mille ouvriers, pratiquement la seule de toute la région, avait été en occupation, la grève avait duré quatre semaines. Dès la fin de la grève, la direction avait voulu licencier neuf délégués. La combativité des ouvriers (de nombreux débrayages après la reprise), l'avait contrainte à un recul, et elle n'avait pu en licencier que deux. Elle n'avait donc pas réussi à décapiter les sections syndicales. A la fin de la grève, la direction, ne pouvant tolérer une telle combativité, avait déjà dit aux travailleurs : « L'affaire n'est pas classée ».

LUTTES OUVRIÈRES

Plastora à Gien (Loiret)

NON A L'EXPULSION !

Voilà maintenant 15 jours que les travailleurs de l'usine Plastora à Aury-le-Chatel près de Gien occupent leur usine. Samedi, ils sont passés au tribunal de Montargis : la «justice» des patrons les a condamnés à être expulsés y compris par l'usage des forces de l'ordre. Depuis, ils occupent toujours. Contre eux, la bourgeoisie locale mène une offensive d'ensemble elle engage toutes ses forces politiques dans la bataille : le député RPR Deniot, le giscardien Boyer, maire de Gien, et même le conseiller général socialiste Legras. Ce vaillant combattant du

programme commun n'a pas hésité à dire aux travailleurs de Plastora «qu'ils visaient au dessus de leurs moyens et qu'il fallait qu'ils arrêtent leur cirque», traduisez, leur grève. Face à cette offensive qui regroupe socialistes, giscardiens et RPR les travailleurs du Giennois ont répondu en serrant les rangs autour des grévistes. De toutes les usines de la région, les messages de solidarité et les soutiens financiers affluent. Les ouvriers du Giennois ont compris que le combat des Plastora pour l'emploi et leurs salaires était leur combat. Maintenant il est urgent

d'aller très loin. Ce courant populaire de soutien doit très vite se transformer en une force réelle et puissante qui, seule, sera capable de faire reculer la bourgeoisie. Face à la menace d'expulsion, les Plastora ne doivent pas rester seuls sur le terrain. Pour que leur lutte débouche sur une victoire, nous devons créer un rapport de forces qui leur soit favorable.

Déjà les bases de cette riposte unitaire, massive et résolue existent. C'est maintenant l'affaire des ouvriers et des paysans du Giennois de la transformer en une arme de lutte efficace.

Appuyé par le CNPF et toute la bourgeoisie, le patron de Plastora attend le moment favorable pour faire expulser les Plastora par ses flics. L'expulsion signifierait un recul certain des forces ouvrières : la seule question qui se pose aujourd'hui est la suivante : laisserons-nous les Plastora se faire expulser de leur usine ?

A l'offensive de la bourgeoisie, opposons l'offensive ouvrière !

Non à l'expulsion !
Unité populaire autour des Plastora !

Corres. Gien

EDF-GDF

Suite de la une

Mais, cela ne va pas sans mal ! Les interrogations sur le sens d'une mobilisation restreinte à 48 h, la volonté de continuer la lutte se sont exprimées dans plusieurs centres : la CFDT s'appuie sur ce constat pour demander aujourd'hui aux autres Fédérations une «continuation de l'action au plan des régions, pouvant prendre la forme d'une grève de 24 h reconductible ou d'une grève du zèle». Mais la CFDT se heurte à la décision quasi générale des autres centrales de «ne pas griller les

cartouches avant janvier». «Satisfaits de l'action de mardi et mercredi», CGT et FO demandent à leurs adhérents de «rester mobilisés», sans s'engager dans «des mouvements impopulaires» au moment des fêtes (qui seraient susceptibles, selon eux, d'amener «le même isolement et le même échec qu'en 1969»). Le chantage à l'opinion publique pèse encore contre les gaziers et les électriciens dans la lutte pour leurs salaires.

S.R.



PARIS (à Nantes) : chômage partiel

Paris, à Nantes, est une des entreprises les plus importantes de la région, avec sept cent trente personnes. La direction de ces établissements de charpentes métalliques a annoncé la mise en chômage de quatre-vingt-quinze personnes venant de chantiers extérieurs.

Ascenseurs Soretex
(Aubervilliers)ILS LUTTENT
POUR LES SALAIRES
MAIS AUSSI
POUR LA SÉCURITÉ

La Soretex d'Aubervilliers, c'est le siège parisien des Ascenseurs Soretex d'Angers (en lutte l'an dernier pendant de longues semaines et où s'était abattue

la répression contre les délégués syndicaux). Les 127 travailleurs de Soretex, rue de la Goutte d'Or, sont dans leur première semaine de grève. Celle-ci est suivie à 100%, bureaux et maîtrise compris. Tous les jours, des travailleurs sont au piquet, collectent et dialoguent avec les passants de cette rue populaire d'Aubervilliers et leurs camarades d'Aubry (qui viennent d'achever un long conflit aussi), l'usine d'en face... Les monteuses et installateurs de Soretex font le plus souvent un travail seul, en hauteur, dangereux (sanctionné par de nombreux accidents du travail et mutilations, jusqu'aujourd'hui). Actuellement, ils réclament 300 F pour tous, les 40 heures sans perte de salaire, la cinquième semaine de congés, l'extension du droit syndical, mais surtout : le travail en équipe de deux pour renforcer la sécurité dans le travail !

Correspondant Aubervilliers

SIMAX (Rupt sur Moselle)

PREMIER ACQUIS
POUR LA RÉINTÉGRATION
DES DÉLÉGUÉS LICENCIÉS

Le conflit de la Simax (fabrique de pointes et d'agrafes, quatre-vingt travailleurs), à Rupt-sur-Moselle (Vosges), débuta le 22 octobre 1975 à la suite du licenciement de Philippe Antoine, délégué CFDT. Le licenciement de P. Antoine avait été refusé par le Comité d'Entreprise et l'Inspecteur du Travail, mais autorisé par Durafour, le prédécesseur de Beullac. La direction avait interdit à neuf membres du CE et délégués du personnel, ainsi qu'à dix-sept autres tra-

vailleurs, l'accès de l'usine, en juillet 76, à la fin de la grève déclenchée après le licenciement de P. Antoine (grève dont ils étaient «accusés» d'être les «meneurs»). La réintégration des neuf délégués avait été ordonnée par le tribunal d'Épinal et confirmée en appel le 28 octobre 76. Un protocole d'accord, qui vient d'être signé, entre la direction et les représentants syndicaux, prévoit enfin leur réintégration !

● NATEL (FILIALE BNP) : AYANT OBTENU UN PREMIER TRAIN DE LICENCIEMENTS, LA DIRECTION SE PRÉPARE A CONTINUER : Dans le cadre de tractations avec un autre groupe, le GSI, la direction de la BNP avait décidé de fermer les centres de Lyon et Dijon de sa filiale Natel. Elle avait pour cela fait une première demande de licenciements «économiques», que l'inspection du travail avait refusée. Qu'à cela ne tienne ! Le ministère du travail se déclare satisfait, lui, des mesures de reclassement alors qu'aucun des licenciés n'a retrouvé d'emploi, il accepte déjà les licenciements de Lyon, sauf ceux des délégués «protégés par la loi», dont il règlera le sort dans les jours qui viennent. Maintenant qu'elle connaît la combine, la direction de la BNP veut récidiver sur les centres de Paris et Marseille !

A AMIENS

LE PCF
ET LE SOUTIEN A COSSERAT

Mardi 14 avec les militants CGT, CFDT, FO de l'usine Cosserat se réunissaient de nombreux militants en vue de populariser la lutte au sein d'un comité de soutien.

Mais un comité de soutien large, sous la direction des travailleurs de Cosserat ne fut pas du goût des révisionnistes du PCF. Profitant du désarroi des travailleurs devant l'intervention des flics, devant l'intransigeance patronale face à leurs revendications et devant l'isolement de leur lutte dans le groupe Agache-Willot et dans la ville, les mêmes

révisionnistes qui avaient contribué à faire reprendre le travail à Delta et à La Ruche, la semaine dernière ont attaqué le comité de soutien : «manipulation politique des travailleurs par des organisations groupusculaires «étudiantes». Par leurs manœuvres les révisionnistes ont dressé des obstacles à un soutien large sur toute la région.

Pour eux, il est en effet hors de question de populariser cette lutte et d'aller plus loin. Une mobilisation aujourd'hui à Amiens risquerait de faire basculer certains cadres, ingénieurs etc... vers la droite et de faire obstacle à la réélection des révisionnistes à la municipalité. Ajoutons que les cadres clientèle électorale visée par le PCF sont à Cosserat violemment hostiles aux ouvriers en grève : il faut dire qu'eux ont le treizième mois alors que les ouvriers sont en lutte depuis 15 jours pour l'obtenir.

Centre FPA de Montauban

Le soutien s'élargit
après le renvoi
des 10 stagiaires

Mardi, a eu lieu, à Montauban, un rassemblement en soutien à la lutte des stagiaires du centre F.P.A. La semaine dernière déjà, de nombreux élèves du centre s'étaient mis en grève (cf QdP du 11.12). Rappelons les motifs de cette lutte : dix stagiaires ont été jetés à la rue du jour au lendemain (dont six sont chargés de famille) avec l'aide de la police. A la porte «parce qu'ils ont exprimé leur désaccord à deux reprises lorsque des décisions inhumaines de la direction frappèrent d'autres stagiaires : ils ont protesté contre un renvoi, par deux jours d'arrêt de travail ; ils ont posé une affiche dans le centre».

Les dix stagiaires contestent : «la véracité des accusations dont nous sommes l'objet, la forme de la procédure qui n'a même pas été conforme aux règlements existants,

l'inhumanité des sanctions prises à l'encontre des travailleurs actuellement sans la moindre ressource».

Ils déclarent : «Nous nous considérons toujours comme faisant partie du centre de Montauban, et demandons la levée immédiate de la sanction. D'une façon plus générale, et en liaison étroite avec les sections syndicales de stagiaires qui existaient déjà malgré la non-reconnaissance légale, nous demandons, afin que de tels actes d'injustice ne se reproduisent plus jamais, que les droits acquis par les travailleurs ne leur soient pas retirés pendant leur séjour dans un Centre de Formation Professionnelle des Adultes. Pour cela, nous sommes déterminés à poursuivre notre lutte et à étendre l'information.

Correspondant

Vers la grève
des Houillères?

Matteoti, président des Charbonnages de France déclarait à TF 1 récemment : «Le charbon a certainement un très grand avenir», et : «Ce qu'on fait, c'est essayer de ralentir la régression de la production charbonnière».

Il a annoncé des discussions pour janvier. La Fédération CGT des Mineurs considère qu'il s'agit d'une «grossière manœuvre, et qu'une riposte énergique de la corporation s'impose». La Fédération va proposer une rencontre commune aux autres organisations syndicales des Charbonnages, «en vue de déterminer les conditions d'une riposte commune, qui pourrait, en premier lieu, prendre la forme d'une grève nationale de vingt-quatre ou quarante-huit heures». Elle appelle également à une «semaine d'information, de protestation et d'action du 20 au 23 décembre».

Après l'EDF-GDF, vers une journée d'action des mineurs contre le «blocage Barre» des salaires nationalisés ?

INFORMATIONS GÉNÉRALES

en bref...

● **AUGMENTATION DE LA CARTE GRISE A PARIS :** A l'occasion d'une discussion budgétaire de la région Ile de France, on a pu apprendre que de nouvelles hausses étaient prévues en 77 pour les automobilistes : 25 % de plus pour la carte grise (1 F par CV fiscal) alors que le permis passera de 60 F à 80 F. Le plan Barre fait des adeptes. Cette mesure est non seulement grave pour les travailleurs de Paris (les jeunes en particulier), mais pour tous les travailleurs : de telles mesures peuvent très bien être généralisées. D'autre part, il faut signaler l'escroquerie du sondage effectué par la SOFRES pour le conseil régional d'Ile de France. Ce sondage concluait à l'approbation par l'automobilistes d'un péage autoroutier. Mais les sondés devaient choisir entre diverses taxes à payer par les usagers eux-mêmes (essence, impôts...) !

● **ARENÇ :** C'est hier que la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence devait décider d'enterrer ou non le dossier de la prison clandestine d'Aranc. Maître Dissler, du barreau de Marseille y a plaidé pour que l'affaire suive effectivement son cours. L'arrêt sera rendu à huitaine.

● **INCENDIE RACISTE :** Samedi dernier, l'union des juifs pour le progrès et pour l'entraide a vu ses locaux incendiés. A cette occasion, plusieurs organisations dénoncent la «recrudescence des menées nazies et antisémites».

● **TENDANCE ORGANISÉE AU PSU :** Hier, Maurice Najman, membre de la direction du PSU, issu du mouvement AMR, annonçait la création officielle d'une tendance au sein du PSU, en raison des «concessions du secrétariat national vis-à-vis des partis du programme commun». Aller à la soupe pour mars 77, ça ne se fait pas toujours joyeusement...

● **COMITÉ DE SOUTIEN AUX BASQUES DÉPORTÉS :** Depuis plusieurs mois, neuf militants basques sont toujours détenus illégalement à l'île d'Yeu, sous la surveillance de 140 CRS. Ils ne peuvent sortir de l'hôtel sans avoir une dizaine de flics en survêtement sur le dos... Un comité de soutien s'est créé à La Roche sur Yon.

Garches : un éboulement dans un chantier a fait 3 morts et 3 blessés



CORSE

Suite de la une

Seulement, à la grande colère du juge, qui s'attendait à voir vingt deux accusés dans le box, il n'y en avait que trois. Presque tous les accusés avaient choisi de rester en Corse. Dès l'ouverture, à 9 h, maître Giudicelli tentait d'expliquer la non-présence des inculpés, mais le juge lui coupait la parole : «Ils n'ont pas voulu venir, ils seront jugés quand même, et leurs avocats n'auront pas le droit à la parole !»

Les militants corses ont quand même fait parvenir un communiqué dans lequel ils expliquent : «Nous refusons d'être jugés par une justice coloniale».

Faisant le rapprochement avec le refus du pouvoir de modifier le lieu de jugement de Patrick Henri (il sera jugé à Troyes), ils soulignent le caractère «colonial et raciste» de la décision de les juger à Lyon.

Dans la salle d'audience du Palais de justice de Lyon, il y avait surtout des flics. En quelques heures, le procès était tout expédié, et à 12 h, le procureur requérait des peines de prison ferme allant jusqu'à deux ans. Le jugement sera rendu le 22 décembre.

Mobilisation pour le procès de l'éducateur nantais

Hier, pour la première fois, on a entendu parler à la radio des éducateurs nantais. Il a fallu pour cela que l'un d'eux, Léon Lanoé passe en procès à Rennes, pour «incitation de mineurs à la débauche». Curieuse inculpation, quand on sait que c'est tout le «centre d'action éducative» de Nantes qui a finalement été dissous, parce que les éducateurs qui y travaillaient ne voulaient pas faire le travail qu'on leur demandait de faire vis-à-vis des jeunes des grands ensembles.

C'est en 74 que Lanoé était inculpé. Motif officiel : il avait procuré à des jeunes, sur leur demande, des préservatifs. En fait, les dirigeants de l'association, représentants du patronat chrétien local désireux de «faire acte de charité» en «s'occupant de jeunesse», avaient depuis longtemps l'intention de se débarrasser

de l'équipe d'éducateurs. Tout le monde s'en plaignait : la bonne bourgeoisie nantaise, la préfecture, la police, parce qu'ils ne «voulaient pas collaborer». Et pour les éducateurs, il ne fait aucun doute qu'ils ont affaire à une machination visant à les discréditer. Le terrain choisi est propice à provoquer une levée de bouclier, et à éviter tout débat sur le rôle de flics qu'on veut donner aux éducateurs. La manœuvre a pris de l'ampleur, et hier même elle était nationale : la CGT appelait à une journée nationale d'action sur le thème des libertés, en laissant l'initiative aux régions, et la CFDT appelait à une journée nationale d'action contre la répression dans le travail social (de nombreux autres cas existent) et pour le personnel de ce secteur, à une journée de grève avec rassemblement devant le palais de justice.

DÉLINQUANCE, DÉLATION, RÉPRESSION

Dans la nuit de mardi à mercredi, une jeune femme médecin, Christine Jeanmaire a été mortellement blessée par deux cambrioleurs qu'elle a surpris alors qu'elle rentrait chez elle. Transportée à l'hôpital Cochin, elle y est décédée. Hier matin, toutes les radios, sur la foi de ce qu'aurait vu la concierge, lançaient la chasse aux «jeunes» assassins. Description détaillée de leur signalement, appel plus ou moins caché à regarder autour de soi les jeunes un peu louches...

Lundi soir, le propriétaire d'un bar, près de Saint-Étienne, s'aperçoit, en rentrant chez lui que deux cambrioleurs lui dérobent sa collection d'armes. Il voit «des formes dans le noir», il tire. Le lendemain, on retrouvait les deux cambrioleurs à l'hôpital, l'un d'eux dans le coma.

Il y a quelque jours, c'était le propriétaire d'un dancing, près de Rouen, qui saisissait son fusil de chasse, lors d'une bagarre généralisée au cours d'un bal, et abattait à bout portant un jeune.

Voilà trois faits récents qui méritent d'être rapprochés. Il y a quelques années, les cambrioleurs étaient très rarement armés. Il y a quelques années, «l'autodéfense n'était pas devenue une pratique aussi courante chez les propriétaires de villas, tenanciers de bistrot et autres dancings. Il y a bien lien entre ces deux faits. Et il se situe au niveau d'un climat

de violence créé au plus haut niveau.

La notion d'autodéfense a été sciemment introduite et entretenue par la bourgeoisie, par le ministre de l'Intérieur particulièrement : encouragement aux milices municipales, à une justice expéditive, et même quasiment automatique. L'enchaînement est alors clair, et il mène deux voyous à assassiner lâchement une jeune femme.

témoin le bulldozer lancé contre les ouvriers du Parisien Libéré, y trouve aussi une justification. Lorsque la police blesse grièvement des ouvriers qui manifestent ou qui occupent leur usine, en arrive même à l'assassinat, il faudrait que ce soit considéré comme «normal», en raison du «climat de violence qui règne dans notre société».

Certains en concluent qu'il faut «donner des moyens à la



Enchaînement clair, mais pas gratuit. En le provoquant, la bourgeoisie compte accréditer le renforcement de la répression et la modification des textes judiciaires (fouille des voitures, perquisitions la nuit...) D'autre part, la violence policière, dirigée principalement contre la classe ouvrière, comme en

police» («Humanité» du 15 décembre), alors que c'est précisément l'un des buts du gouvernement, alors que tout renforcement policier se traduit par un renforcement de la répression sur les masses.

C'est à la racine qu'il faut frapper.

La réforme de «l'aide au logement» au parlement

LES PROPRIÉTAIRES IMMOBILIERS EN SERONT LES PREMIERS BÉNÉFICIAIRES

A l'issue de trois jours de débat, l'Assemblée Nationale doit se prononcer sur la réforme de l'aide au logement. Il ne fait guère de doute que le projet sera adopté dans son ensemble, comme l'ont déjà fait les sénateurs. Cette loi se propose de supprimer les ségrégations sociales en matière de logement en permettant l'accès de logements de qualité à toutes les catégories et en favorisant l'accès à la propriété. Ce sont les mots, et quand on sait qu'à l'origine de cette réforme on trouve un rapport de Barre, il est clair que derrière ces mots il y a un tout autre projet.

L'allocation logement sera remplacée par l'aide personnalisée au logement (APL) qui sera plus importante, mais avec des critères d'attribution légèrement différents. D'autre part en raison de la diminution de l'aide à la pierre (aide à la construction), et l'incitation à construire des logements de plus haut standing, les prix des loyers vont augmenter. On peut prévoir que la hausse des loyers sera en moyenne de l'ordre de 30 %. Ceux qui bénéficieront de l'APL (aide personnalisée au logement), auront donc à peu près la même somme à

déboursier. Le gouvernement n'a pas accepté d'indexer l'APL sur l'indice de la construction, il est donc à craindre qu'elle se déprécie progressivement. Le montant de l'APL est fonction de la situation de famille, des ressources et du montant du loyer ou du remboursement pour l'accession à la propriété du demandeur. Un plafond de ressources est fixé au delà duquel l'APL n'est plus versée (4 800 francs par mois pour le secteur locatif, et un loyer de 800 francs, pour une famille de 2 enfants), en conséquence de nombreu-

ses familles seront exclues du bénéfice de l'APL, mais supporteront néanmoins la hausse généralisée des loyers.

Enfin l'APL ne sera pas versée aux locataires ou aux accédants à la propriété mais aux propriétaires ou aux organismes de prêts. C'est donc une fraction du salaire qui échappe des mains des travailleurs, qu'ils n'ont plus à leur disposition pour des achats plus urgents en cas de maladie ou de chômage, en quelque sorte une tutelle sur une partie du budget, assurant aux propriétaires privés ou publics la perception d'une part du loyer.

Ainsi non seulement les propriétaires pourront augmenter leurs loyers, mais ils auront des moyens supplémentaires pour toucher leurs loyers. Ce sont eux les véritables bénéficiaires de la réforme.

INTERNATIONAL

A PROPOS D'UNE VISITE DE PONOMAREV

L'URSS PRETEND DICTER LA POLITIQUE FRANÇAISE

Les députés ne bronchent pas

Ponomarev, du bureau politique du parti soviétique, est venu à la tête d'une délégation parlementaire du Soviet Suprême pour rencontrer les parlementaires français et participer à un débat, un an après la conférence d'Helsinki. Il a du trouver la situation favorable car il a pu émettre des exigences concernant la politique française sans se faire mettre à la porte et sans protestations importantes. «On aimerait voir la France participer plus activement aux efforts internationaux de recherche des voies menant à la limitation de la course aux armements... et participer aux travaux des forums internationaux sur le désarmement» a-t-il lancé à la commission des affaires étrangères du Parlement. Ce n'était pas une balourdise diplomatique, mais une politique délibérée : il a ressorti les mêmes propos au cours des toasts portés lors du dîner d'adieu offert par Edgar Faure. Les députés français ont avalé leur champagne de travers mais se sont tus. On dit que le révisionniste Billoux n'était pas ému de ces injonctions. En Angleterre, le même Ponomarev avait

tenté la même chose : il s'était proprement fait rabrouer.

Ces lourdes injonctions font transparaître la réalité des ambitions soviétiques sur l'Europe. Elles sont le complément des concentrations de chars aux frontières de l'Europe. Ponomarev prétend dicter la politique française aux députés et ceux-ci ne protestent qu'à peine et en petit nombre

rappelant : «Vous savez bien qu'il n'y a que deux puissances qui se livrent impunément et joyeusement à la course aux armements : les USA et l'URSS». (Couve de Murville).

L'apathie des députés a de quoi réjouir Ponomarev : l'esprit d'Helsinki, de «détente», en réalité esprit de soumission a gagné du terrain dans la bourgeoisie. Pour nous,

pour la classe ouvrière de France cette apathie montre que, moins que jamais, on ne doit remettre entre les mains de cette bourgeoisie la tâche de défendre l'indépendance du pays, de faire face aux diktats, aux pressions et à la rivalité des deux superpuissances. La meilleure garantie pour notre indépendance, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat.

■ 28 000 OUVRIERS AMÉRICAINS EN GREVE :

Depuis le 10 décembre, 28 000 ouvriers de la General Motors sont en grève pour des revendications de salaires. C'est la deuxième grande grève dans l'automobile américaine depuis le mois de septembre. A ce moment, les usines Ford s'étaient mises en grève.

Par ailleurs, le 10 décembre, les 18 000 conducteurs du service d'emballage uni-américain ont achevé la grève qui durait depuis le 15 septembre et a touché les États de la côte Est.

POLOGNE :

A KATOWICE L'ACIERIE SOUS LA COUPE DE L'URSS

Kossyguine est venu à Katowice, inaugurer le complexe sidérurgique, qualifié de symbole de l'amitié soviéto-polonaise. Qu'on en juge : une voie ferrée spéciale dont l'écartement est celui des trains soviétiques, plus large que celui des voies polonaises, a été installé entre la frontière soviétique et l'usine. Les trains de minéral de fer soviétiques arriveront directement à Katowice, et repartiront avec l'acier coulé à Katowice. Ils

passeront également par les mines de soufre de Tarnobrzeg où passe la voie. Ainsi cette usine est un appendice de la sidérurgie soviétique, la voie ferrée est un moyen de pillage des produits polonais. La voie ferrée permet aux Soviétiques de parvenir directement au cœur de la principale zone industrielle de Pologne, créant ainsi le moyen pour l'URSS d'intégrer plus étroitement encore l'économie soviétique à l'économie polonaise.

VIETNAM :

LE JOUR DE L'OUVERTURE DU CONGRES, LE PREMIER TRAIN DE SAIGON ARRIVE A HANOI

Le premier train parti de Saïgon est arrivé à Hanoi. C'est la fin de trois décennies de division complète du pays entre le Nord et le Sud, le symbole du chemin parcouru depuis l'entrée triomphale des troupes de libération dans Saïgon, il y a dix huit mois. En dix huit mois, les liaisons ont été rouvertes, la voie ferrée remise en état, permettant que du Nord au Sud le Viet Nam soit un.

Le jour même s'ouvrait le quatrième congrès du parti des travailleurs du Viet Nam alors que l'une des tâches les plus urgentes, la réunification du pays, était largement et avec succès entreprise. Le congrès doit fixer les nouvelles tâches du parti des travailleurs, qui après avoir dirigé le peuple vietnamien à la victoire, doit diriger l'édification socialiste du Pays.

SAHARA OCCIDENTAL :

POURSUITE DE L'OFFENSIVE EL OUALI

Le 7 décembre les forces d'occupation mauritaniennes étaient attaquées par l'Armée Populaire de Libération du Sahara dans l'Aguerguer, région de Dakhla. Les combattants sont entrés dans le dispositif ennemi et ont aussi surpris les troupes d'occupation qui ont eu trente trois morts. De nombreux véhicules ont été détruits, deux ont été récupérés ainsi que des armes et des munitions. Le même jour les combattants attaquaient à Amgala, dont tout le dispositif avait été harcelé deux jours auparavant. A Mzerib el Bou-

rate, les combattants pénétraient à l'intérieur du poste et détruisaient le matériel de transmission pendant que l'attaque se poursuivait à l'extérieur.

«Notre territoire est un, et que ce soit à El Aïoun, Smira, Boujador, La Guerra, Dakhla, Aoussert, Tichla, nous ferons trembler à chaque fois les forces d'invasion sans répit ni pardon», écrit le Polisario dans son dernier communiqué militaire. Au cœur du Sahara occupé, la guerre du peuple contre l'invasion se poursuit.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

SCHMIDT RÉÉLU CHANCELIER

Schmidt a été réélu chancelier par le Bundestag (parlement allemand). Par ailleurs un membre de l'Union chrétienne démocrate a été élu président de l'assemblée à la suite de la réconciliation de dernière minute entre ce parti et les chrétiens sociaux bavarois de Strauss. En apparence les deux coalitions,

chrétiens démocrates et CSU d'une part, sociaux démocrates et libéraux d'autre part sont donc reconduites. Mais depuis les élections, les libéraux ont tissé des alliances dans certains États avec la CDU, tandis que la CSU tente d'avoir un poids plus grand dans la coalition d'opposition.

JAMAÏQUE :

QUI ENTRETIENT LA DESTABILISATION ?

Les élections au parlement devaient se dérouler mercredi en Jamaïque. Situé au cœur des Caraïbes, ce territoire connaît aujourd'hui de violents affrontements entre les tenants du Parti National Populaire au pouvoir qui développe des relations avec Cuba, lié à l'URSS, et le parti travailliste, directe-

ment lié à la CIA. La période pré-électorale a été marquée de violents affrontements. Un candidat PNF a été gravement blessé par balle, un candidat du parti travailliste blessé à coups de machette. Depuis le mois de juin, l'île est soumise à l'état d'urgence en raison de la violence des affrontements politiques.

un révolutionnaire iranien assassiné

Selon la presse iranienne (voir Keyhan, édition pour l'étranger du 8 décembre 76), un révolutionnaire iranien, Mohammad-Hassan Ebrari, arrêté à une date non précisée, «jugé» et condamné à mort par un tribunal en seconde instance à une date également inconnue a été exécuté dimanche dernier.

Toujours selon la presse iranienne, le supplicié appartenait à un groupe qui aurait mené des activités anti-gouvernementales dans la ville d'Isfahan. Alors que la plupart des membres de ce groupe auraient été arrêtés, la police (SAVAK) n'aurait pu mettre la main sur Ebrari qu'au bout d'un certain temps. Il est accusé d'avoir participé à plusieurs actions armées qui remontent toutes à 2 ou 3 ans. Le prétexte avancé est évidemment encore une fois le «terrorisme» sans que, bien sûr, une quelconque preuve puisse être donnée de la

culpabilité de l'accusé au cours d'un quelconque procès. Enfin, les enquêtes ultérieures de la SAVAK l'auraient amenée à se rendre compte qu'Ebrari était membre de l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran (Modjaheds).

Le régime du Chah veut donner l'impression d'avoir organisé un vrai procès à la suite d'une vraie enquête. Mais, encore une fois, la stricte clandestinité du «procès» — si jamais il ait eu lieu — et l'exécution sommaire du patriote en question montre clairement qu'il s'agit là d'un nouveau crime déguisé. En effet, depuis longtemps déjà, les procès politiques en Iran ont perdu toute existence. Les patriotes sont éliminés purement et simplement durant l'interrogatoire ou en prison ou encore sous la torture (voir l'élimination du groupe Djazani en mars 75, qui était détenu en prison depuis des années ; l'assassinat des

Modjaheds au mois de janvier dernier, déguisé en «procès», etc.)

Nous rappelons que ce nouveau crime vient après les massacres organisés contre les membres de l'Organisation des Guérilleros-Fédérés du Peuple en juin

dernier, après l'assassinat de trois Modjaheds le mois dernier et la capture de 7 autres (qui courent actuellement le risque d'une élimination physique)

Union des Etudiants
Iraniens en France

LA POLICE DE HASSAN DÉNONCÉE EN BELGIQUE :

L'association de solidarité des travailleurs et commerçants marocains en Belgique a été accusée par les syndicats belges d'être un instrument pour contrôler l'immigration marocaine. En outre, via la Banque Populaire du Maroc, elle draine les fonds des travailleurs marocains. Les syndicats ont révélé que les allocations familiales versées à la banque par les travailleurs marocains pour leurs familles

ne étaient pas reversées «mais retenues par des fonctionnaires ou bloquées en faveur des projets publics marocains». Les syndicats dénoncent en outre l'arrestation de deux militants syndicaux, El Manouzi Lahoucine du charbonnage de la Louvière, condamné à dix ans et El Manouzi Ben Ali déjà condamné à mort par contumace. Ces arrestations seraient dues aux activités de l'association des travailleurs marocains en Belgique.

INTERNATIONAL

**Nouvelles
de Palestine****LUTTE CONTRE
LA COLONISATION**

Beit Jala : La population de Beit Jala s'est mobilisée pour empêcher la construction de bâtiments consacrés à l'armée d'occupation sur les terres prises à ce village. Les sionistes comptent entourer la ville de Jérusalem de plusieurs colonies de ce type, pour affirmer leur présence dans une terre arabe.

Galilée : La radio sioniste a annoncé la création d'une nouvelle colonie à Deir Hanna, en Galilée, pour supplanter la population palestinienne dans cette région. Une prochaine colonie sera créée en janvier 77.

Naplouse : Le 27 novembre, le gouverneur militaire de Naplouse a condamné 7 palestiniens à 7000 Livres israéliennes d'amende chacun pour avoir pénétré sur une terre, nouvellement considérée par les autorités israéliennes comme appartenant à l'armée.

**LUTTE CONTRE
LA TVA ISRAËLIENNE**

De grandes manifestations ont eu lieu en Cisjordanie et à Gaza, pour s'opposer à la mise en place de la TVA israélienne. Celle-ci devait être appliquée en août de cette année, mais la grande mobilisation de la population palestinienne a empêché son application. Elle a été ajournée à début décembre. Mais la population a continué sa mobilisation. Le 25 novembre, une réunion a regroupé tous les commerçants d'Al Khalil, soutenus par l'ensemble des habitants. Les commerçants ont décidé de refuser de payer la T.V.A. A Naplouse, les boulangers ont refusé de prendre les nouveaux cahiers des taxes envoyés par le gouverneur militaire, protestant ainsi contre la T.V.A. Ils ont été suivis par tous les commerçants de la ville. Depuis un mois, de vives discussions se déroulent entre le ministre des finances israélien et le gouverneur militaire général de Cisjordanie à propos de cette taxe. Le gouverneur militaire conseille sa suppression, pour raison de sécurité.

RÉPRESSION SIONISTE

Le gouverneur militaire de Cisjordanie a envoyé des lettres à tous les maires des villes et villages de la région, les menaçant s'ils participaient au Conseil National Palestinien, qui doit se réunir au Caire.

o Entre le 20 et le 23 novembre, près de 40 personnes ont été arrêtées en Cisjordanie, accusées d'appartenir à la Résistance Palestinienne.

o Les autorités israéliennes ont interdit aux parents des prisonniers de Bir Saba' d'aller les visiter, alors qu'en principe, il leur est permis d'y aller une fois par mois. Les parents, inquiets, sont allés manifester devant le siège de la Croix-Rouge internationale. Qu'ont-ils donc à cacher, les sionistes, dans cette prison ?

CONDAMNATIONS

Le tribunal militaire de Lod a condamné 7 palestiniens d'Ariha à deux mois de prison supplémentaire pour avoir manifesté lors des soulèvements d'Al Khalil. Ils sont aussi accusés de faire partie d'un groupe de 24 personnes, organisés au Fath et au FPLP.

Ce même tribunal a jugé 5 jeunes palestiniens, accusés d'avoir posé des explosifs dans une voiture, stationnée dans une rue de Jérusalem. Au cours du jugement, les Palestiniens ont accusé les services de renseignements sionistes et leurs pratiques terroristes dans les prisons.

Gaza : Quatre Palestiniens ont été condamnés le 29 novembre par le tribunal militaire de la région : ils sont accusés d'avoir participé à une opération militaire contre l'ennemi en mai 71. Il a fallu cinq ans et demi de prison administrative pour qu'ils soient jugés. Ils ont été condamnés de 3 ans à 10 ans de prison. En mai 71, ils avaient entre 13 et 14 ans.

Le 29 novembre, une bombe a été désamorcée par les soldats de l'occupation à Naplouse, dans le bureau de la douane. Aussitôt, des dizaines de Palestiniens ont été arrêtés.

**GREVES ET MANIFESTATIONS
SE POURSUIVENT
EN PALESTINE OCCUPÉE**

Le drapeau palestinien hissé face aux occupants sionistes en Palestine occupée au début de la semaine.

Les écoles et les magasins étaient fermés dans toute la Palestine occupée hier. C'était la grève générale contre l'introduction de la TVA, contre les réquisitions de terres. Des manifestations extrêmement importantes ont affronté les forces de répression dans les différentes villes, qui étaient interdites d'accès aux journalistes.



Le Front national palestinien a appelé à la grève générale hier. Ainsi le mouvement de quatre jours décidé au début de la semaine dernière contre la TVA, est-il devenu le catalyseur d'une nouvelle vague de soulèvements, de manifestations et de mobilisation contre l'occupation sioniste. Le mouvement ne peut que se développer dans les prochains jours. Aujourd'hui, il est le refus de la TVA israélienne, refus de se plier aux lois israéliennes. Hier, il était refus de l'expropriation des terres, refus de la colonisation sioniste. En Galilée il était également mobilisation contre les plans de diminution de la population palestinienne mis au point par le gouverneur, il était refus du racisme sioniste. Tout ce mouvement qui dure sans interruption depuis treize mois est le refus de tout un peuple de laisser son pays, sa terre lui échapper, le refus d'un peuple de se laisser étouffer.

C'est la volonté du peuple palestinien de rester dans son pays et d'y être le maître.

Zimbabwe :**AJOURNEMENT DE
LA CONFÉRENCE DE GENÈVE**

La Conférence de Genève vient d'être suspendue, jusqu'à la fin janvier. Elle devrait reprendre aux environs du 17 ; mais cette date pourrait être modifiée en fonction des événements qui marqueront le voyage que Richard, président de la conférence, doit effectuer au Zimbabwe dans les prochains jours, voyage qui devrait le conduire à s'entretenir avec Smith, qui dirige le gouvernement raciste, mais aussi avec chaque dirigeant nationaliste noir, ainsi qu'avec les chefs de tous les États ayant une frontière commune avec le Zimbabwe.

Ainsi, après deux mois de discussions la conférence de Genève en est au point mort. La fermeté des dirigeants patriotes africains, appuyés par une vaste mobilisation populaire dans tout le Zimbabwe, qui s'est marquée notamment par des victoires importantes remportées dans la lutte armée, a permis de faire pièce au plan Kissinger, auquel le raciste Smith n'a cessé de s'accrocher, pour imposer un règlement qui aurait préservé l'essentiel de sa domination.

Ce sont plus de deux cent mille personnes qui ont accueilli et acclamé Muzorewa, dimanche à Salisbury, à son retour de Genève, aux cris de «Zim, Zim», pour imposer un règlement qui aurait préservé l'essentiel de sa domination.

ment de Salisbury, ont attaqué dans la nuit de samedi à dimanche deux bus à Bulawayo, tuant trois racistes et en blessant six autres. Bulawayo, dans le Sud-Ouest du pays, connaît depuis quelques semaines une intensification de la guérilla.

Samedi, les racistes rhodésiens ont lancé une nouvelle attaque contre le Mozambique, dans la région de Pafuri, province de Gaza.

Vendredi soir d'autres unités avaient déclenché une attaque contre la ville mozambicaine de Cuerezi dans la province de Manica.

« Cette nouvelle attaque de la clique de Salisbury vient confirmer les rumeurs sur la préparation d'une grande offensive contre le Mozambique et l'Angola par les armées

**LA GRANDE BRETAGNE
EST LE SEUL
INTERLOCUTEUR**

N'komo, l'un des dirigeants du «Front Patriotique», a déclaré lundi à Londres qu'il n'accepterait de participer aux prochains travaux de la conférence que si la Grande Bretagne s'engageait à désigner un haut-commissaire résident au Zimbabwe pour la période de transition. Ce serait un nouveau camouflet pour Smith, qui a déjà fait savoir son opposition à cette présence qui l'effacerait complètement pour laisser les patriotes noirs régler directement la question du pouvoir avec le colonialisme anglais.

S. VALLEE

**LE MOZAMBIQUE REPOUSSE
UNE NOUVELLE INCURSION
RHODÉSIE**

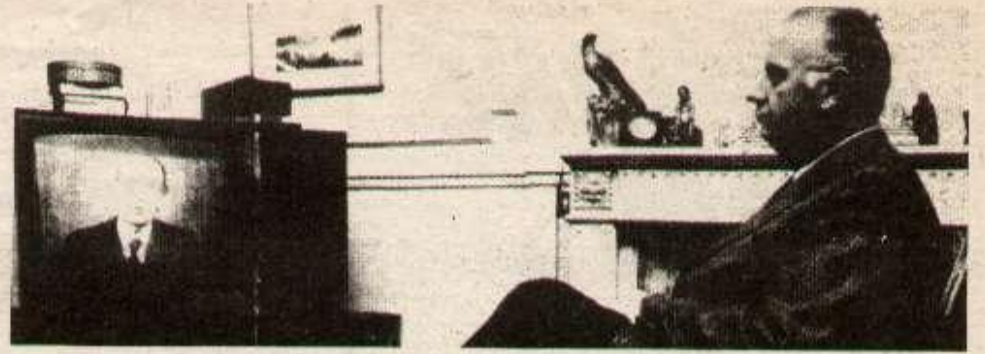
racistes de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, et dénoncée jeudi par Jean Mac Bride, haut commissaire de l'ONU pour la Namibie», affirme l'agence de presse mozambicaine.

Selon Mc Bride, cinquante mille soldats sud africains ont été massés à la frontière d'Angola. Avant d'attaquer, ils appuieraient, au cours de l'année 77, la formation par Vorster d'un gouvernement fantôme noir en Namibie.

«L'OLP est notre unique représentant» affirmaient les maires palestiniens de Ramallah, Hebron, Tulkarem. Les manifestants hissaient les drapeaux palestiniens. Depuis la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien, au sommet de Rabat, de plus en plus ouvertement, les masses palestiniennes affirment leur participation à la lutte dirigée par l'OLP, à la lutte de libération de toute la Palestine. Depuis le mois de janvier 1974, le plus grande activité a été déployée pour organiser les masses à l'intérieur même des territoires occupés. C'est là que se déroule l'essentiel du combat, celui qui jouera le rôle décisif dans l'avenir de la Résistance Palestinienne.

En réaffirmant leur soutien à l'OLP, les Palestiniens de Cisjordanie rejettent du même coup les propositions sionistes réitérées de faire représenter à Genève les Palestiniens au sein d'une délégation syrienne et jordanienne. Il mourrait également que tout projet de règlement ne dépendait pas de tel ou tel État arabe, mais fondamentalement des masses palestiniennes. Pas uniquement des centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui veulent revenir dans leur pays, dont ils ont été chassés depuis et même avant 1947. Il dépend aussi des Palestiniens qui sont restés en Palestine et qui là mènent le combat pour la Libération. Et aucune conciliation n'est possible entre le paysan palestinien dont les terres sont confisquées et les colons sionistes, entre l'ouvrier palestinien quotidiennement déporté, soumis au régime de l'apartheid et les syndicats, les flics et l'armée sionistes qui lui imposent et organisent cette oppression.

la télévision à l'heure de giscard



Par Jean Pierre BOULOGNE

TÉLÉVISION «A L'AMÉRICAINE»...

Les trois sociétés de programme, nées officiellement en janvier 75, ont hérité de l'ex-ORTF une quantité importante d'émissions qui ont été diffusées tout au long de l'année 1975, et ce n'est que pendant la deuxième moitié de 1976 que les téléspectateurs

ont pu voir se dessiner les véritables orientations de la nouvelle télévision concernant les programmes. Diminution du nombre de «dramatiques», coupes sombres dans les budgets consacrés aux documentaires «de création» et aux grands reportages,

réduction des équipes de tournage : une des orientations les plus claires de la télévision à l'heure de Giscard a été la disparition de la «mission culturelle», hautement affirmée par les régimes précédents. Que signifiait cette «mission culturelle» ?

LA TÉLÉVISION DE DE GAULLE A GISCARD

Pour De Gaulle, en effet, la télévision devait être un des éléments du rayonnement de l'impérialisme français sur le plan culturel. Il s'agissait de promouvoir une série de réalisations de prestige, de faire du petit écran une vitrine de la culture bourgeoise avec l'adaptation d'œuvres classiques (Les Perses, Don Juan...), des magazines d'information ambitieux (Cinq Colonnes à la Une...) etc. Le peuple est censé rester béat d'admiration devant des œuvres qui, disent des membres de «l'élite» gaulliste, «le dépassent mais qui sont des preuves de la grandeur nationale».

LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES

Derrière cette conception «culturelle», il y a les réalités économiques. La Première Chaîne est équipée au départ d'une image en 819 lignes, de meilleure qualité,

incompatible au départ avec les procédés anglais ou américains, équipés en 625 lignes. La première bataille pour imposer le procédé français sur le marché mondial, une fois perdue, les responsables de l'ORTF s'aligneront sur les autres pays pour les deux autres chaînes. La bataille reprendra à propos du procédé couleur mis au point par la CSF, appelé SECAM. L'impérialisme français se heurte en Europe à l'Allemagne occidentale qui veut imposer son procédé PAL. Malgré un accord important de la France avec l'URSS et la RDA, c'est l'Allemagne occidentale qui emporte les principaux marchés, et la majorité des pays d'Europe occidentale sont équipés du procédé PAL.

LA RECHERCHE DE L'AUDIENCE MAXIMUM

En fait, déjà à cette épo-

que, pour le grand public (celui qui regarde la télévision de vingt heures à vingt-deux heures), cette «qualité culturelle» n'est guère évidente : c'est le règne de Guy Lux et de Léon Zitronne (Intervilles), des variétés abêtissantes et des feuilletons sans intérêt.

Mais avec la réforme de 74 et sa mise en application, l'abandon des prétentions de la période antérieure devient très clair : programmation fréquente de films (750 heures en 1975 pour les trois chaînes), augmentation de la part des programmes consacrés aux rediffusions et aux séries d'origine américaine (de 10,4 % en 74 à 17,4 % en 76 pour TF 1, de 11,2 % à 16,7 % pour A 2). La tendance principale, c'est le poids croissant des produits d'origine américaine. Les réalisateurs de la SRFT (Société Française des Réalisateurs de Télévision) ont démontré que certaines semaines, on pouvait atteindre 17 h 30 de programmes américains sur 21 heures de grande écoute.

Introduction de plus en plus massive de la publicité commerciale, développement des jeux, des variétés, des films, on reconnaît à travers ces principaux traits le modèle dont s'inspire la télévision depuis 74 : la télévision américaine.

Une des clés de cette évolution, c'est la transformation de la nature du public de la télévision. L'augmentation du nombre de récepteurs, l'équipement de nombreux foyers populaires ont poussé la bourgeoisie à changer son fusil d'épaule : moins d'émissions de prestige destinées à une petite frange d'intellectuels, jouer sur l'attrait du cinéma comme forme de détente. Cette recherche de l'audience à tout prix est encore renforcée par la concurrence entre les chaînes et le système de répartition de la redevance et des contrats publicitaires qui se font principalement en fonction de l'indice d'écoute.

UNE CONCEPTION CRITIQUÉE PAR LA BOURGEOISIE ELLE-MÊME

Cette conception est loin de satisfaire l'ensemble de la

bourgeoisie : pour les révisionnistes, la seule solution consiste à un retour à «la notion de «service public» favorisant la liberté de création».

Chez les nostalgiques du gaullisme : «La qualité des programmes, au moins jusqu'à ces derniers mois, a laissé beaucoup à désirer, par rapport à ce qui se faisait du temps de l'Office, en particulier dans le domaine de la création. Les téléfilms américains, trop souvent de bas niveau, ont envahi nos écrans...» (Rapport Le Tac).

Mais il y a un problème que les uns et les autres se

«Ce qui domine dans toutes les émissions de la télé c'est l'absence du peuple»

Nous avons interviewé un jeune travailleur qui vit dans un foyer à Paris sur la manière dont il regarde la télévision :

—J'ai regardé le feuilleton soviétique, le diman-

—Quotidien du Peuple : Et pour les loisirs ?

— Quand je rentre du boulot (je suis chauffagiste), j'aime bien regarder la télé parce que ça détend ; on ne pense à rien. C'est un bon loisir pour les films et les émissions dites intellectuelles.

—QdP : Mais comment concevoir une télévision qui soit un bon loisir et en dehors de la vie du peuple ?

—C'est tout un truc. On vit dans une société où on a beaucoup de problèmes. Il y en a qui, pour les oublier, se saoulent, d'autres qui se droguent, mais la plupart cherchent autre chose, la télé par exemple. C'est vrai que ce serait plus intéressant si on parlait de notre vie à nous, si c'était nous qui nous occupions de notre télé. Mais ce n'est pas possible dans cette société.

—QdP : Quand tu as acheté la télé il y a deux ans, est-ce que ça a changé les choses ?

—D'abord on a fait une fête dans la famille, c'était notre Noël à tous. On savait qu'on allait se priver parce que c'est très cher. Avant la télé, on se voyait à peine ; mon père allait souvent se coucher après manger (il est O.S.), moi je sortais souvent. Mais depuis, c'est arrivé plusieurs fois qu'on discute autour d'une émission. C'était très intéressant parce que je connaissais mal les idées de ma famille. Par exemple, sur Mitterrand, l'autre jour, quand il est passé à la télé, après on en a causé et on en cause encore !...

170 HEURES PAR SEMAINE...

Une semaine de télévision, cela représente d'abord un certain nombre d'heures de programmes. Si l'on prend, par exemple la semaine du 9 au 15 octobre 1976, cela donne un total de plus de 170 heures pour les trois chaînes :

TF 1.....	74 heures
A 2.....	73 heures
FR 3.....	30 heures

Mais, en fait, les programmes sont regardés de manière très inégale. Si l'on s'en tient aux heures de grande écoute (le soir de 19 h 30 à 22 h, plus le dimanche après-midi), on peut dresser le tableau suivant, concernant les différents types d'émissions proposées par les trois chaînes. On remarquera la part importante des films et des feuilletons, en particulier d'origine américaine, de l'information, et la faiblesse (entre autres) des émissions sportives.

TYPE D'ÉMISSION	NOMBRE D'HEURES	EN %
Variétés, comique	7 h 40	13,0
Journaux télévisés	7 h 30	12,6
Feuilletons étrangers	4 h 55	8,3
Feuilletons français	1 h 50	3,1
Films français	6 h	10,1
Films étrangers (principalement américains)	9 h 55	16,2
Théâtre	4 h 40	7,9
Jeux	7 h 05	12,0
Magazines, débats	7 h 15	12,3
Emissions sur les animaux	1 h	1,6
Sports	1 h 40	2,8
Total	59 h 10	100



John Wayne et CIE sur nos écrans...

gardent bien de poser — et pour cause : c'est celui du contenu de classe de cette «création», produit d'un petit nombre de gens coupés du peuple, et qui diffuse le point de vue de la classe dominante. Tant que la bourgeoisie tiendra en main cet appareil forgé en fonction de ses besoins, c'est ce point de vue que nous continuerons à subir, sous des formes plus ou moins subtiles.

che soir sur l'A 2, pour savoir ce que c'était. J'ai été étonné. Si c'est ça le socialisme, merci... Le film est très significatif parce que tout ce qui est socialiste (par exemple la Révolution d'Octobre 17), quand ça passe à la télé, c'est complètement démuné de son sens réel. Ce qui domine dans toutes les émissions de télévision, c'est l'absence du peuple.

DANS NOTRE COURRIER

LA PREPARATION DU CONGRES DU SGEN CFDT

Je suis enseignant et membre du S.G.E.N.-CFDT et actuellement ce syndicat prépare son congrès de Grenoble pour mars 77. Il me semble qu'à la suite du 37^e Congrès confédéral, la chasse aux coucous, et dans la situation politique actuelle, la préparation d'un tel congrès au niveau de l'E.N., est à suivre.

Pour l'instant, le projet de résolution générale est paru dans «*Syndicalisme Universitaire*» du 22 novembre, n° 630 et le ton est donné, les questions politiques posées. En effet, ce texte se divise en quatre parties :

- 1) analyse du milieu
- 2) les objectifs de transformation (de l'école)
- 3) la pratique syndicale
- 4) renforcer le syndicat général.

Or aucun de ces grands chapitres n'aborde les revendications générales immédiates. Il n'est nullement question du Plan Barre, du chômage, de l'emploi, des maîtres-auxiliaires, de la réforme Haby-Soisson et Mazeaud (sport), plus question des effectifs, des conditions de travail, des inspections, de la notation...

Aucun chapitre ne reprend ces points et on ne les trouve clairement nulle part. Ce n'est pas dû au hasard ! Donc quel est le point de vue du S.G.E.N. ? C'est le paragraphe 2 qui nous renseigne là-dessus, sans le préciser clairement : «*La question centrale ne semble pas la mobilisation, la lutte, l'école au service des travailleurs, mais l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce serait là la condition du grand changement, donc plus besoin de parler du Plan Barre, de Haby (...)*»

Selon ce que l'on peut lire :

- 1^o) Les objectifs de transformation définis par la CFDT sont indissociables d'un «*changement de pouvoir*».
- 2^o) Ce «*changement de pouvoir*» est des plus flous...
- 3^o) Il n'est aucunement précisé de quel type de société il s'agit. Alors quelle classe a le pouvoir ?

Une fois tous ces flous bien en place, on détaille : le pouvoir à l'école sera un collectif d'établissement : organisations représentatives des travailleurs, personnes en formation, organisation de parents et familles, enseignants, qui «*décide de l'élaboration du contenu de l'enseignement en fonction des objectifs définis nationalement...*» Haby ou un copain de Mitterrand, ça se ressemblerait beaucoup.

Voilà un ensemble, mais il y en a bien d'autres. On peut en décortiquant retrouver de nombreux points communs avec la réforme Haby et cela pour le soutien à la gauche.

Pour la CFDT il s'agit actuellement de préparer 78, c'est-à-dire d'essayer de faire avancer sa conception de l'école pour la mettre en bonne position en cas d'arrivée de la gauche.

Il n'est plus question de voir ce qu'est l'école, la sélection sociale, le chômage, la déqualification des élèves, et de montrer la nécessité d'épingler la réforme Haby au clair, de penser la lutte avec les travailleurs sur leurs intérêts. Il n'est question que de faire confiance à la gauche et de se battre dès maintenant... pour que le projet du PS sur l'école aille bon train d'ici 78.

Ce congrès du S.G.E.N. se situe en plein dans la lutte actuellement entre attendre 78 et celle du front de lutte, et je pense que de nombreuses questions se posent. Pour preuve, la réunion du secteur de Lens qui a pris l'orientation de soulever les questions que je pose, lors d'une rencontre académique de préparation du congrès à la fin de la semaine (...)

François - Liévin

Une critique et une suggestion

La page 5 du Quotidien du Peuple du 4 et 5 décembre : j'y ai été sensible puisqu'étant de la région Lorraine et sidrugiste. L'article «*Hommage de Lutte*» qui doit être le principal de la page vu son titre, me semble complètement plat : c'est un hommage ? et de lutte ? Et il se termine en queue de poisson : on cite le PS et le P«C»F, comprennent qui pourra.

Pour la suggestion c'est au niveau des enquêtes-bilans de la rubrique internationale. Il est bon de procéder, comme vous le faites, à un bilan régulier sur les luttes significatives des peuples : Sahara, Palestine. Sur la Palestine, la dernière date de début septembre. Vu l'ampleur des problèmes rencontrés cette année par la Résistance Palestinienne, il me semble important que vous publiez un bilan, fait par le Parti ou par la Résistance Palestinienne sur cette année et les perspectives qui s'offrent au peuple palestinien. Soit alors de faire paraître, sur la Palestine, comme sur d'autres luttes, des références à des revues, articles récents sur ces mêmes problèmes.

Je vous envoie mes encouragements
Un lecteur de Nancy

LYON

Les travailleurs de Lip présentent :

LIP 73-74

«Le goût du collectif»

Long métrage réalisé chez Lip avec la participation de nombreux travailleurs par Dominique Dubosc et Hans Lessing - Coproduction Sonimage-Ins

AU CINÉMATOGAPHE

44, cours Suchet, 69002 Lyon, tel 37.24.84
du 15 décembre au 21 décembre

Le film Lip 1973-74 «*Le goût du collectif*» a été réalisé chez Lip, avec la participation de nombreux travailleurs, par des cinéastes professionnels.

Le film propose - à partir de documents filmés tout au long des vingt mois du conflit - une vision de l'intérieur de la lutte.

Le but poursuivi n'est pas tant de fournir une explication complète de l'affaire LIP, que de montrer une pratique ouvrière démocratique, une façon de voir les problèmes qui renvoie à une autre conception de l'économie et de la société.

Cette conception n'est sans doute pas formulée, mais on peut la sentir et là dans les attitudes, le ton, les relations des travailleurs, quand ils abordent certaines questions centrales de la lutte, de l'organisation, du travail, de l'école, des rapports entre les gens...

C'est toujours à travers leurs réflexions et leurs pratiques que le spectateur découvre les différents moments et les différents aspects de la lutte : au cours d'un moment on vient tout expliquer de haut en assignant à chaque chose sa place définitive.

En laissant la parole aux LIP, le montage s'attache surtout à faire voir cette approche ouvrière des choses, qu'un délégué appelle à un moment donné : «*le goût du collectif*».

AFFAIRE PAPINSKI

Qui a envoyé à Papinski un chèque CCP de 200,00 F vers le 5 décembre ? Urgent, ce chèque ayant disparu.
Papinski BP 18
54 310 HOME COURT

FAITES CONNAITRE LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

METZ : RÉUNION DÉBAT SUR LA CHINE

- Quel est le rôle des masses chinoises dans la situation actuelle en Chine.
- Comment prennent-elles en main la lutte contre le révisionnisme et contre la ligne anti-parti des Quatre ?
- Comment d'après les enseignements de Mao Tsé-toung et du PCC, tout le peuple chinois fait la révolution et développe la production ?

Pour répondre à toutes ces questions, venez nombreux le 16 décembre 1976 à 20 h à la Maison Rouge de Metz, Rue du Coëtlosquet.
Pour une réunion-débat du PCRml



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 58 942

Devenez

«ABONNÉ-AMI»

du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

• A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

• Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Iemal Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

• Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

• Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Keraumont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien .. 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

70^e épisode

Il rentra dans l'atelier et rétablit le coupe-circuit de la grille de sécurité de sa presse. Dès le deuxième mois, le Bressan avait commencé de travailler sans dispositif de sécurité, grille ouverte, comme la plupart des ouvriers, qui s'épargnaient ainsi deux gestes sur six. Mais Busard était resté fidèle au serment qu'il s'était fait. La presse qui se referme sur les doigts et les broie, la main dans la presse, c'était une des choses qu'il avait le plus vivement imaginées à cette époque de l'enfance où la douleur apparaissait encore plus insupportable qu'elle ne l'est dans la réalité. Chaque fois qu'en serrant la main à un inconnu, il n'entreignait que deux doigts ou trois, et puis il voyait les moignons, il sentait dans sa propre main comme si elle était en train d'être broyée.

En prenant son poste, il faisait sauter l'épissure nouée quatre heures plus tôt par le Bressan, nettoyait les fils avec son canif et les fixait dans le coupe-circuit, avec un tournevis qui demeurait caché en permanence entre le réservoir et le cylindre, à côté du chasse-tétons. A la relève, le Bressan tirait les fils et refaisait l'épissure. Avec l'entraînement qu'ils avaient acquis, chaque opération ne durait pas plus de deux minutes.

Busard enclencha la manette, ouvrit la grille, détacha les derniers carrosses jumelés moulés par le Bressan, baissa la grille...

A une heure du matin, Hélène Busard qui n'avait vu aucun des deux garçons depuis midi, vint à l'atelier.

Son frère détachait les carrosses du moule; il baissa la grille.

« Où est ton copain? On est inquiet que vous ne soyez venus manger ni l'un ni l'autre. »

Busard trancha le cordon, sépara les carrosses jumelés, jeta les deux pièces dans la caisse. Il avait des trous noirs sous les yeux et le visage couleur de plomb.

Il montra du doigt l'appentis où dormait le Bressan. Le voyant rouge s'alluma. Il leva la grille.

Hélène alla dans l'appentis et secoua le Bressan.

« Vous ne mangez plus, alors? »

Le Bressan s'assit sur les sacs de matière plastique.

Lui aussi avait les joues blêmes. Il la regarda, sans comprendre.

« Vous ne mangez donc plus? »

— Je casserais bien la croûte, dit-il.

— Vous n'avez rien mangé depuis ce matin?

— Je crois bien que non.

— Venez à la maison. Je vais vous préparer quelque chose en vitesse. »

Le Bressan secoua la tête.

« J'ai sommeil », dit-il.

Il se rallongea sur les sacs, la tête entre les bras croisés.

Hélène courut à son frère.

« Tu n'as pas mangé non plus? » demanda-t-elle.

Busard leva la grille, détacha les carrosses...

« Veux-tu que j'aille te chercher quelque chose? »

Il trancha la carotte, sépara les carrosses...

« Je n'ai pas le temps, dit-il, ou plutôt... »

Il jeta les carrosses, leva la grille.

« Ou plutôt? » demanda-t-elle.

Il détacha les carrosses, baissa la grille.

« Plutôt », dit-il...

Il trancha, sépara, jeta.

« Plutôt quoi? » demanda-t-elle.

Il ouvrit, détacha.

« Rien », dit-il.

(à suivre)

THÉÂTRE

de la naissance des jongleurs à la révolte des valets

Par le théâtre OS

Comédiens : Eliane Régis
Pierre A. Villemaine
Jeu : Jean Grison
Masques : Anne Labey

18 décembre : Goldoni
— **Arlequin, serviteur de deux maîtres** (extrait)
Diderot
— **Les amours de Jacques le fataliste** (extrait)

Ce spectacle n'est pas seulement une suite de scènes dont l'intérêt n'est qu'historique, mais il renvoie aussi à la réalité d'aujourd'hui. Pour cela, tout en restituant chaque scène dans son contexte historique par de courtes présentations, il nous parle aussi de notre époque.

Jongleries du Moyen Age
— **Naissance du jongleur**
— **Comment Marie apprend la mort de son fils** (Mistère Buffo - Dario Fo)

16 décembre : Ruzante
— **Parlerie de Ruzante qui revient de guerre** (extrait)
16 et 17 décembre : Commedia dell'arte
— **Brigante. Pantalon**
— **Lazzo d'Arlequin**

De la naissance des jongleurs à la révolte des valets est une suite de scènes toutes issues de la tradition populaire, du Moyen Age, à la révolution française.

Le Jongleur dénonce par l'art du conteur, les injustices, se moque de la moralité et de la religion. Le pouvoir appartient à l'église, le simple fait qu'elle juge le rire comme diabolique, nous montre à quel point les jongleurs sont les révolutionnaires de l'époque. Ils parodient les mystères, et proclament que la terre appartient à ceux qui la travaillent : « se battre non pas pour soi mais pour tous ceux qui n'ont pas de terre ».

Ruzante montre la grande misère du paysan du XVI^e siècle : « une condition de



cocu et de battu», comme on disait à Naples : c'est l'enrôlement dans l'armée avec la misère, la faim, la mort ; c'est l'émigration vers la ville.

L'originalité de la Commedia dell'arte fut qu'elle créa des masques. Des masques existaient déjà dans les carnivals populaires mais elle en fit des personnages types. Le développement du commerce et de la bourgeoisie fait venir de plus en plus de paysans à la ville où ils deviennent artisans, valets ou ... brigands.

Toute cette tradition populaire trouve son aboutissement et son dépassement dans la littérature et le théâtre pré-révolutionnaires. Dans un

premier temps, la bourgeoisie a développé ces formes jusqu'à les codifier (à l'origine le costume d'Arlequin-paysan était un costume grossier fait de morceaux de tissus et il devint le costume coloré d'Arlequin-valet que l'on connaît encore aujourd'hui). Puis elle a abandonné le jeu sous masque qui était trop figé. L'abandon du masque correspond à un théâtre plus complexe, plus psychologique, plus didactique.

Diderot s'inspire des jongleurs dont il garde la virulence contre le pouvoir établi mais aussi l'art du conteur. De la tradition italienne, il garde la définition d'un personnage typé. Des Truffaldini qui étaient à l'origine des paysans pauvres, il fait des valets individualistes qui représentent les aspirations de la bourgeoisie révolutionnaire.

(22, rue de l'Amiral Mouchez - Paris 15^e)
3, rue Ste Croix de la Bretonnerie - 75004 Paris
vendredi et samedi
à 20 h 45

**FAITES
CONNAITRE
LE
QUOTIDIEN
DU PEUPLE**

Le théâtre OS a été fondé en 1973.

Créations :

73-75 : Création : **La bête du Gévaudan**
75-76 : Création : **Hips !** ou l'extravagante aventure d'un clown et d'une note de musique (spectacle pour enfants).
Juillet 76 : de la naissance des jongleurs à la révolte des valets.

En préparation (mars 77) : spectacle sur Jack London.

Atelier-Théâtre-Mime :

Parallèlement à un travail de création, le théâtre OS a ouvert l'Atelier-Théâtre-Mime où les comédiens, issus notamment de l'école J. Lecoq, poursuivent un travail de recherche pédagogique et théâtrale.

Programme télé

JEUDI 16 DÉCEMBRE

TF 1

18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Les Patapluches
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle les bêtes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - TF 1 Actualités
20 h 30 - La pêche miraculeuse, feuilleton
21 h 30 - L'événement
22 h 45 - TF 1 Actualités

A 2

18 h 40 - Au cœur des choses
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Émission réservée aux formations politiques
l'opposition : le P. C.

20 h 00 - Journal de l'A2
20 h 30 - Bartleby
22 h 10 - L'âme des poètes
22 h 35 - Des parts de lumière : la chanson occitane
23 h 05 - Musique de nuit
23 h 30 - Journal de l'A2

FR 3

18 h 45 - Histoire des enfants
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 Actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Les grands noms de l'histoire du cinéma :
«*Quinze jours ailleurs*», film américain (1962) de
Vincente Minnelli
22 h 25 - FR 3 Actualités

Le referendum de Juan Carlos

AU DELA DE L'ABSTENTION

Formellement presque toute l'opposition démocratique bourgeoise a appelé à s'abstenir au référendum. Mais les justifications de ces abstentions recouvrent des positions divergentes et opposées de fait aux raisons pour lesquelles les révolutionnaires et les travailleurs conscients, se sont eux aussi abstenus.

A peine la réforme politique était-elle adoptée par les Cortès fascistes, en novembre, que l'équipe démocrate-chrétienne se rendait chez Suarez, président du gouvernement, suivie de près par le socialiste Tierno Galvan.

DÉMOCRATIE
CHRÉTIENNE :
«UNE SIMPLE
FORMALITÉ»

Le référendum, «simple trêve», «simple formalité» pouvait écrire Gil Robles, vieux leader des «droites autonomes» sous la république, ex-partisan du père de Juan Carlos, aujourd'hui démocrate-chrétien.

L'essentiel, pour ces gens-là, ce sont les élections et ils les préparent depuis longtemps, ayant sans doute reçu des assurances alléchantes du gouvernement sur la place qu'ils pourraient occuper dans le système réformé. Suivant les tendances ou les nationalités, la démocratie-chrétienne a prôné l'abstention ou le vote libre, mais sans jamais faire de véritable campagne.

PSOE : «AMÉLIORER
LE DROIT ÉLECTORAL...»

Simple formalité ? Le mot faisait hausser les épaules des orateurs du PSOE : «Une formalité de plusieurs milliards prélevés sur le budget national !», disait celui que j'ai entendu parler à la table ronde organisée par les étudiants du collège des techniciens de Vallecas. «Après l'échec de Fraga, expliquait-il, il fallait quelque chose de plus subtil, alors le gouvernement parle d'amnistie, de «démocratie» mais à sa manière, en volant à l'opposition son propre langage — ce qui constitue déjà pour les démocrates une sorte de victoire. Mais il s'agit bien de nous faire accepter une nouvelle mouture de la réforme du franquisme ; la loi électorale consacrer le pouvoir de la droite dans les deux chambres et puis, insiste-t-il, les référendums ne sont pas démocratiques, ils sont presque toujours gagnés par le pouvoir : voyez De Gaulle !».

Malgré les discours de gauche qu'il prononce à

l'usage de sa base républicaine, le PSOE axe surtout son argumentation sur le droit électoral : ce référendum ne serait pas légitime essentiellement parce qu'il n'est pas organisé selon toutes les règles juridiques de la démocratie bourgeoise et non pas parce que fondamentalement, il est organisé par les classes qui ont détenu le pouvoir sous le franquisme et le détiennent encore. En comparant Juan Carlos à De Gaulle, il le blanchit et ne reproche aux héritiers du franquisme au pouvoir que leurs pratiques «pas assez démocratiques».

PCE : ABSTENTION
«ACTIVE» ?

Quant au PCE (révisionniste), il s'est volontiers plus enflammé : telle cette avocate que j'ai entendue dans un grand hôtel madrilène au cours d'un débat contradictoire organisé pour ses collègues par le très gouvernemental collège des avocats de Madrid. C'est aux applaudissements nourris de ses nombreux confrères révisionnistes qu'elle s'élevait contre le manque de libertés démocratiques, l'absence d'une véritable amnistie, les tortures policières, la répression quotidienne, l'interdiction de nombreux partis politiques qui empêchent de considérer ce référendum comme démocratique. Pourtant son Parti a une conception particulière de «l'abstention active» préconisée par la coordination démocratique : alors que les murs de Madrid étaient pleins d'inscriptions hostiles au référendum, celles signées par le PCE faisaient figure d'exception. A Barcelone, où il dispose d'une large influence, la branche catalane du PCE, le PSUC, explique que sa campagne est basée sur des interventions dans la presse légale.

Significative la page de couverture de «Triunfo» qui se fait volontiers le porte-parole du PCE et qui titre : «L'abstention, un droit démocratique». Tout en exigeant plus fermement que le PSOE l'ensemble des libertés démocratiques qui continuent à être étouffées par les successeurs de Franco, le PCE en vient à ne plus remettre en cause la monarchie : pourvu que le PCE et ses organisations acquièrent un statut légal,

il est prêt, de fait, à reconnaître la légitimité du régime en place et à s'y installer comme parti d'opposition, dans un cadre parlementaire.

En fait, les activités des dirigeants de l'opposition bourgeoise sont centrées sur la formation de la commission des neuf qui doit négocier avec le gouvernement. Les journaux sont pleins des rencontres ministérielles avec tel ou tel d'entre eux, et chacune donne d'autant plus de poids et de crédibilité au projet de réforme de Juan Carlos.

Malgré leurs discours sur l'illégitimité de la réforme fondée sur les «lois fondamentales» du franquisme, tout mortel que, dans les faits, ils ont accepté son principe : désormais les contradictions entre eux et le régime sont envisagées dans le cadre du futur Congrès (Parlement) où ils brûlent de figurer. A travers leurs positions, on peut lire aisément leurs préoccupations à cet égard : la loi électorale permettra-t-elle au PSOE de s'y tailler une bonne place ? Le PCE sera-t-il autorisé à se présenter aux élections ?

LES RÉVOLUTIONNAIRES

Il en va autrement des organisations révolutionnaires qui, dans la rue, dans les organisations de masse, ont été les seules à mener une campagne active pour l'abstention en se limitant toutefois aux principes de la «Plateforme des Organisations Démocratiques» qui avaient été admis par le PC, le PSOE et la DC il y a quelques mois : libertés démocratiques, amnistie, gouvernement provisoire, assemblée constituante, autodétermination pour les nationalités.

Seules ces organisations ont mené une réelle campagne pour l'abstention, couvrant les murs de mots d'ordre : «Que tu votes oui, que tu votes non, c'est pareil, tu appuie le fascisme», arborant des autocollants : «Moi non plus je ne voterai pas», manifestant, malgré la répression toujours présente et violente en général.

Lundi dernier, encore, à Madrid, place d'Espagne, deux mille manifestants convoqués par l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, étaient très brutalement atta-

qués à coups de grenades lacrymogènes, par les «grises» de la police franquiste.

C'est contre l'avis des révisionnistes qu'il aura fallu se battre pour que de nombreuses associations de voisins, et autres organisations de masse, réunissent des assemblées où elles puissent prendre une position nette contre le référendum.

«Nous n'allons pas comptabiliser les abstentions comme des voix, m'expliquait un camarade de l'ORT, nous savons bien que le résultat sera celui que Suarez aura décidé mais nous comptons sur ce intense moment de discussions politiques pour démasquer la réforme du fascisme».

LE POIDS DU PASSÉ

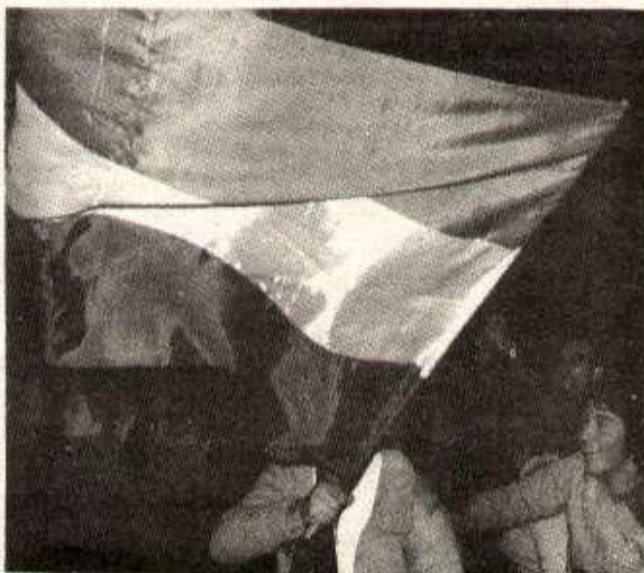
Pourtant bien des Espagnols ont voté oui et pas seulement parce que le gouvernement contrôle les urnes.

Quarante ans de bourrage de crâne anti-communiste et d'absence quasi-totale d'information sur toute politique qui ne venait pas du pouvoir fasciste ont encore leur effet notamment dans les couches moyennes. Un employé de banque qui allait voter oui, disait : «En Espagne, nous ne voulons pas des extrémistes, le parti que je préfère, c'est «l'Alianza Popular» de Fraga, mais pour ses idées seulement car je n'aime pas ses dirigeants ; je crois qu'aux élections législatives, je voterai pour le PSOE, c'est un parti marxiste mais modéré». Mélange significatif de confusion et d'anti-communisme, aussi le résultat de l'attitude des partis de l'opposition.

DANS
LA CLASSE OUVRIÈRE

C'est dans la classe ouvrière que s'exprime le point de vue le plus ferme contre le référendum. «Comment veux-tu, disait un ouvrier en grève du Baix Lobregat. Voter pour la démocratie quand tu n'as rien dans le ventre, quand les «démocrates» t'envoient la garde civile parce que tu fais grève, et qu'ils décident le licenciement libre !»

Il existe dans la classe ouvrière, largement, l'idée que ce référendum c'est l'affaire des héritiers du franquisme, de l'ennemi de classe qui tire sur les manifestations ouvrières, organise les provocations contre les grévistes, qui, depuis un an, bloque les salaires et a décrété la «liberté de licenciement».



Meeting à Barcelone : on acclame le drapeau républicain en criant «Boicot referendum !»

LA LOI
DE RÉFORME POLITIQUE

Une auberge
espagnole (Suite)

Nous avons vu hier toutes les limites que comportait le système à deux chambres, malgré l'élection au suffrage universel. Cependant, c'est le rôle du roi qui est la clef de voûte de ce projet.

L'autre aspect fondamental de ce projet, c'est le rôle donné au roi. C'est lui qui sanctionne et promulgue les lois. C'est lui qui décide de «faire appel au peuple» par référendum ou non sur toutes les lois autres que les lois constitutionnelles où le recours est automatique.

Enfin, en cas de conflit entre les Chambres, c'est une commission mixte, formée des présidents des deux assemblées, nommés par le roi, et de quatre membres des deux assemblées qui devra trancher. Si elle n'arrive pas à prendre de décision, le roi demande que les deux chambres réunies ensemble décident.

Le roi apparaît donc non seulement comme l'arbitre des situations de conflit, mais comme le seul détenteur du pouvoir. Etant donné qu'il n'est pas prévu de responsabilité du roi (ou du chef du gouvernement) devant les Cortès (Parlement), l'affirmation du principe de la souveraineté populaire ne pèsera pas lourd ! Le référendum va légitimer une royauté qui ne l'était pas et qui entend régner et gouverner.

En définitive, la liste des correctifs, des garde-fous de toute sorte, et des limitations est assez importante. Mais dans n'importe quelle démocratie bourgeoise, ces truquages et ces précautions pour maintenir le pouvoir des classes exploiteuses existent. Cela ne paraît pas un argument suffisant pour déclarer que cette loi continue le fascisme. Au contraire, elle liquide de facto la raison d'être de la plupart des institutions franquistes. Les Cortès en accep-

tant ce projet ont accepté, comme l'a dit la presse espagnole, de se «faire hara-kiri» et de faire hara-kiri à ces institutions. Elles l'ont accepté parce que dans leur majorité, à l'exception du «bunker» (l'ultra-droite), 59 procuradores (députés), elles ont compris qu'une nouvelle forme de domination leur offrait autant, sinon plus de garanties, pour rester au pouvoir. En fait, la délimitation entre forme fasciste et forme démocratique bourgeoise ne dépend pas fondamentalement du cadre constitutionnel mais de sa mise en pratique.

Seul l'essor du mouvement des masses depuis dix-huit mois a déterminé la classe au pouvoir à s'orienter vers une nouvelle forme de domination de classe, différente du fascisme. La loi de réforme politique amorce cette transition d'une forme à l'autre. Aujourd'hui en Espagne, elle est vécue et discutée par tout le monde en référence aux élections législatives du printemps prochain. La bataille pour le référendum est une bataille gagnée d'avance par le gouvernement contre son aile droite. Les partis de l'opposition bourgeoise, de la démocratie chrétienne au parti révisionniste en sont, eux, à préparer la prochaine bataille, celle des législatives, à se placer dans les futurs syndicats, à aménager et négocier leurs conditions d'existence politique. Mais, dans la situation politique actuelle, être en avance d'une guerre, comme c'est le cas pour l'opposition bourgeoise, c'est laisser le gouvernement garder l'initiative et marquer des points, c'est lui permettre de faire légitimer la présence du roi et maîtriser le processus en cours, c'est, en fait, contribuer à masquer le véritable débat qui devra être mené : quelle classe détient le pouvoir ? Comment l'abattre ?